Archives départementales de l'Aube

Organisation du ravitaillement général (1935-1949)

185 W 1-155

Instrument analytique

Établi par Marie Laperdrix,
conservatrice du patrimoine stagiaire

Publié sous la direction de Nicolas Dohrmann,
directeur des Archives départementales de l'Aube

Troyes, 2010

INTRODUCTION

L'intérêt suscité particulièrement ces vingt dernières années pour l'histoire de la seconde guerre mondiale a généré de nombreuses publications scientifiques majeures qui ont permis de réévaluer l'histoire de l'Occupation et du régime de Vichy. A ce titre, les conditions de vie difficiles des Français pendant l'Occupation sont apparues comme une des thématiques récurrentes[1]. Les cartes de rationnement, le marché noir sont autant de faits marquants de cette période. Pourtant, l'organisation administrative du rationnement et du ravitaillement général ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme auprès des chercheurs, même si, depuis quelques années, Fabrice Grenard[2] ou Michel Margairaz[3] se sont intéressés de près au sujet. Pour faire face à la pénurie, les autorités locales sont obligées d'intervenir de façon autoritaire pour gérer au mieux les ressources disponibles. Le préfet de chaque département devient alors responsable du ravitaillement de la population civile[4]. D'un point de vue idéologique comme le rappelle Fabrice Grenard, le régime de Vichy souhaitait par l'intermédiaire du ravitaillement général faire des agriculteurs les « nouveaux soldats de la nation » en redéfinissant leur rôle au sein de la société française, pour qu'ils deviennent « nourricier(s) des grandes villes[5] ». Au-delà de la période de l'Occupation, le déséquilibre important entre l'offre et la demande en produits alimentaires à la Libération a contraint au maintien du système de collecte et de rationnement jusqu'en 1950[6]. Mettre à disposition des lecteurs des Archives départementales de l'Aube un fonds relatif au ravitaillement général et à son organisation administrative entre 1939 et 1949 permet d'étudier à une échelle locale (et non plus nationale) la mise en place du système du ravitaillement général.

ORIGINE DU FONDS CLASSÉ ET PROCEDURE DE CLASSEMENT

Ce fonds a été versé par la préfecture aux Archives départementales de l'Aube en 1966. Il avait alors fait l'objet d'une cotation provisoire[7] : SC 185 25.052-25.187. Le fonds consistait en un vrac d'archives relatif au ravitaillement général dans l'Aube entre 1939 et 1949. Trois services producteurs distincts sont identifiés : la préfecture de l'Aube et plus précisément les services relatifs aux contrôles économiques, la direction départementale du ravitaillement général de l'Aube et enfin, le Groupement d'Achats et de Répartition de l'Aube (GARDA) créé en 1939[8] et devenu en 1941, le Groupement Unique d'Achats de l'Aube (GUDA). Faute d'organigramme et d'ouvrages de référence, nous ne connaissons, pour le département de l'Aube, ni la titulature ni l'organisation précise des services en charge du ravitaillement général au sein de la préfecture, de la Direction départementale du ravitaillement général et du Groupement Unique d'Achats. Il s'agit donc d'une reconstitution *a posteriori* de ces bureaux ou services selon l'analyse des documents du fonds recoté 185 W. Les Archives départementales ont fait le choix de classer ce versement et non de le réintégrer à d'autres fonds, déjà classés, relatifs au ravitaillement général dans l'Aube. Quelques documents ont été éliminés. De nombreuses affiches identiques relatives aux campagnes de récupération (os, matières premières) étaient conservées dans le fonds (1941-1943). Pour

[1] On consultera à profit les ouvrages publiés par Dominique Veillon sur le rationnement en France. Bibliographie, p. 8-10.
[2] GRENARD (Fabrice), *La France du Marché noir (1940-1949)*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 2008, 351 p.
[3] MARGAIRAZ (Michel), *L'État, les finances, l'économie (1932-1952). Histoire d'une conversion*, Paris, Imprimerie nationale, 1991, 2 t., 1456 p.
[4] VEILLON (Dominique), *Vivre et survivre en France 1939-1947*, Paris, Payot, 1995, p. 107.
[5] GRENARD (F.), « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », dans *Revue Vingtième Siècle*, 2007, n° 94, p. 204.
[6] Par décret du 18 janvier 1950, l'ensemble des services administratifs du ravitaillement général est supprimé.
[7] Le journal d'entrée des versements ne donne aucune information sur les modalités du versement.
[8] Loi du 27 octobre 1939 : création des Groupements d'Achats et de Répartition départementaux (GARD).

chaque affiche, deux exemplaires ont été conservés dans leur dossier d'origine. Des exemplaires du *Journal Officiel* (1945) qui ne faisaient pas état d'une pratique administrative ont également fait l'objet d'une élimination[9]. Enfin, il convient de noter que les factures conservées pour les différentes sous-sections (légumes secs, poissons, volailles et œufs, pommes de terre, épicerie) du Groupement Unique d'Achats de l'Aube pour la période 1941-1947 ont été éliminées. Le contenu informatif de ces factures est toujours consultable dans les registres de factures conservés pour chaque sous-section citée.

CONTEXTE HISTORIQUE[10]

« (…) des décrets (…) pourront réglementer ou suspendre (…) la circulation, l'utilisation, la détention, la mise en vente de certaines ressources, les taxer et rationner leur consommation ».
Loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre, article 46.

Depuis 1940, le département de l'Aube se situe en zone occupée. Deux *Kreiskommandanturen* supprimées en 1942 et une *Feldkommandantur*[11] sont implantées à Troyes et à Bar-sur-Aube. Du fait de la présence allemande dans le département, les préfets, agents du gouvernement, appliquent la législation en vigueur en matière de ravitaillement général[12]. Les principes du ravitaillement[13] et du rationnement existent en France dès l'année 1938 avec la loi sur l'organisation de la Nation en temps de guerre[14]. Pourtant, il faut attendre septembre 1940[15] pour que le rationnement généralisé se mette en place. L'organisation du ravitaillement général prend alors toute son importance. Le ravitaillement général devient un enjeu politique majeur[16] et un des fers de lance du régime de Vichy qui veut favoriser, par ce biais, l'émergence d'une société plus égalitaire. Le ravitaillement général devient, à ce titre, « partie prenante de la Révolution Nationale et sociale[17] » pour Vichy. La loi du 23 septembre 1940 instaure des cartes d'alimentation. Le régime mobilise des moyens considérables et est obligé de créer toute une administration spécifique. La mise en place du rationnement s'accompagne de la création d'un secrétariat d'État au ravitaillement général avec à sa tête, Jacques Achard, personnalité de premier plan du syndicalisme agricole. Entre septembre et décembre 1940, les principes du système du ravitaillement général sont posés selon une organisation pyramidale[18]. A l'échelle nationale, le secrétariat d'État au ravitaillement général (ancien secrétariat général du ravitaillement créé le 4 octobre 1939) coordonne l'action des

[9] Dans de nombreux dossiers sont présentes des coupures de presse du *Journal Officiel*, qui sont quelquefois annotées. Elles ont été conservées, car elles témoignent du fonctionnement de l'administration.
[10] Pour en apprendre davantage sur l'histoire de l'Occupation et du ravitaillement général, on se reportera à la lecture des ouvrages signalés dans la bibliographie du présent instrument de recherches.
[11] Il s'agit de la *Feldkommandantur* 531, qui devient à partir du 20 juin 1942 la *Feldkommandantur* 533. Arch. dép. Aube, 310 W 1-282 : administration franco-allemande du département de l'Aube, 1936-1945.
[12] CEPEDE (Michel), *Agriculture et alimentation en France durant la seconde guerre mondiale*, Paris, Ed. M.-Th. Génin, 1961, p. 60 : Michel Cépède affirme que l'administration préfectorale n'a pas toujours coopéré en matière de ravitaillement général, ce qui ne semble pas être le cas pour le département de l'Aube. GRENARD (F.), *op.cit.*, p. 201.
[13] Annexe 2 sur la législation relative au ravitaillement général en France (1938-1950) qui dresse un historique des principales lois ayant structuré son organisation à l'échelle nationale.
[14] Loi du 11 juillet 1938.
[15] Loi du 23 septembre 1940 qui instaure les cartes d'alimentation par catégorie de population.
[16] GRENARD (F.), *op.cit.*, p. 199.
[17] *Ibid.*, p. 199.
[18] Annexe 4 sur l'organisation du ravitaillement général dans l'Aube qui décrit l'administration avant et après 1940.

Directions départementales du ravitaillement général situées en chef-lieu de chaque département. Pour l'Aube, cette direction est localisée à Troyes.

L'arrivée des troupes allemandes à Troyes en juin 1940 conduit à la réquisition de la préfecture et à l'installation d'un bureau de liaison rattaché au cabinet du préfet appelé *Verbindungstelle*[19]. A la suite de l'établissement du gouvernement de Vichy, l'intérim de la préfecture est assuré à partir du 12 juillet 1940 par M. Macary, contrôleur principal de l'Enregistrement[20]. Le 21 septembre 1940, un nouveau préfet est nommé en la personne de Georges Hilaire, précédemment sous-préfet de Pontoise[21]. L'organisation de la **préfecture de l'Aube**[22] est bien documentée, même si la division des différents bureaux et leurs attributions sont mal connues. Une étude précise de la préfecture de l'Aube resterait à mener pour la période de l'Occupation. Il faut savoir que la préfecture gère en partie le contrôle de l'activité économique. Elle est organisée en trois divisions de trois bureaux dont les attributions évoluent à la nomination de chaque nouveau préfet. A partir d'octobre 1940, un commissaire de police spéciale attaché au Cabinet du préfet travaille directement avec les organes de contrôle des prix, le directeur départemental du ravitaillement général et les contributions indirectes[23]. De plus, certains services spécialisés viennent épauler ce contrôle de l'activité économique, comme les services des carburants et lubrifiants créés en septembre 1940. Au-delà du contrôle de l'activité économique et de l'organisation du rationnement à l'échelle départementale, la préfecture de l'Aube coordonne de nombreuses actions. Le fonds 185 W en fait état, comme c'est le cas avec l'organisation des campagnes de récupération des matières premières et vieux déchets. L'organisation de ces campagnes dépend de la première division de la préfecture (services économiques, 1er bureau). La préfecture gère pour les métaux ferreux, par exemple, les centres de récupération présents dans chaque commune du département. Des équipes de récupérateurs prennent alors en charge sur place les ferrailles pour les acheminer vers les fonderies[24]. En 1940, le taux est fixé à 15 francs les 100 kg de ferrailles récupérées. Pour les os, le taux pour 3 kg de savon[25] est fixé à 10 kg d'os traités. L'organisation d'une telle récupération dépend du service de la récupération et de l'utilisation des déchets et vieilles matières situé à Paris[26]. Dans l'Aube, le chargé et responsable de la récupération des os est Jean Roux, qui centralise les opérations de récupération depuis la ville de Troyes. Il est aidé dans sa tâche par des récupérateurs propres à différentes « régions » du département. Il reçoit directement ses ordres du Ministère de la production industrielle et du travail, section des industries chimiques[27]. En 1941, une commission d'étude se réunit afin de dresser un premier bilan de la récupération des os. Depuis 1940, 170 tonnes d'os ont été récupérées sur le département. Mais la commission note qu'« un meilleur rendement pourrait être escompté si le ramassage était organisé dans la ville de Troyes[28] ». Pour y remédier, une campagne d'affichage et de distribution de tracts est alors financée par le syndicat de l'industrie chimique des os avec l'accord de son inspecteur technique, Jacques Bazin.

[19] Arch. dép. Aube, 310 W : Préfecture de l'Aube. Bureau de Liaison. Administration franco-allemande du département de l'Aube pendant l'Occupation (1936-1945).
[20] BEURY (André), *1940-1944 dans l'Aube, la politique dans l'Aube sous l'Occupation*, Troyes, A. Beury, 1986, p. 24.
[21] *Ibid*., p. 25. On consultera également l'annexe 3 relative aux préfets de l'Aube entre 1939 et 1949.
[22] Pour en apprendre davantage sur son organisation sous l'Occupation, il faut consulter le fonds SC 4104 relatif à l'organisation de la préfecture de l'Aube entre 1940 et 1944.
[23] SC 4104 : note sur la nouvelle organisation de la préfecture de l'Aube, 14 octobre 1940.
[24] 185 W 11 : communiqué de la préfecture de l'Aube, 27 février 1940.
[25] 185 W 23 : « Pour produire du savon ». Affiche de la Préfecture de l'Aube pour la campagne de récupération des os, imprimerie Troyenne, s.d., 43,2 x 33,5 cm.
[26] 185 W 29 : communiqué de la préfecture de l'Aube, 18 février 1942.
[27] 185 W 30 : copie d'une lettre adressée au préfet de l'Aube relative à l'organisation de la campagne de récupération des os, 24 octobre 1940.
[28] 185 W 30 : note de la commission d'étude du 25 février 1941, 22 mars 1941.

L'organisation des transports à l'échelle du département fait également partie des attributions du cabinet du préfet qui délivre les bons de carburant, les autorisations de circuler et s'occupe du ramassage des véhicules inutilisés[29].

Créée en 1939 et supervisée par une Direction régionale[30] à partir de 1941, **la Direction départementale du ravitaillement général (DDRG)** est chargée du contrôle des stocks alimentaires et de la répartition des produits ou des denrées contingentées et rationnées[31]. Elle a la responsabilité de la surveillance de la circulation des produits. Son directeur a la délégation pour approuver les amendes administratives ou professionnelles infligées aux producteurs et collecteurs de denrées qui essaieraient de les soustraire au ravitaillement général. Sa politique de surveillance est relayée dans le département par les agents cantonaux, chefs de districts et contrôleurs[32], qui ont pour mission de rechercher les infractions commises. Ils peuvent même parfois opérer des saisies et des confiscations, et verbaliser les fautifs. De plus, les maires ou les syndics de corporation sont des agents d'exécution des directives signées par le directeur de la DDRG. Ils sont chargés de répartir les tickets d'alimentation entre la population. La DDRG de l'Aube est située au 74, rue de Preize à Troyes. Le fonds 185 W ne fait état que de quelques noms de directeurs : l'intendant Merlinge (novembre 1941-juin 1942), l'intendant Domicent (30 septembre 1943-août 1944), l'intendant Goy (24 avril 1945-juillet 1946), Louis Pellerin (1944-11 juin 1946) et A. Hanriot (26 juin 1946-16 juin 1947)[33].

Les attributions[34] du **Groupement d'Achat et de Répartition du département de l'Aube (GARDA)** créé en 1939[35] et devenu en 1941, Groupement Unique d'Achat du département de l'Aube (GUADA ou GUDA), sont, d'une part, administratives (délivrance des bons de réapprovisionnement après accord de la DDRG) et, d'autre part, commerciales, puisqu'il a en charge l'acquisition des denrées et produits nécessaires au ravitaillement du département, leurs ventes, l'entretien des stocks et l'achat ou la cession de ces denrées ou produits à des groupements analogues ou au service du ravitaillement général. En temps de paix, le GARDA ou GUDA doit « déterminer les besoins des commerçants en gros du département (…) »[36]. En temps de guerre, il doit « grouper les commandes, les contrôler et les arrêter, les transmettre au Groupement national de répartition (…)[37]». Le Groupement d'Achats de l'Aube est créé par assemblée générale le 15 septembre 1939. Il se nomme alors « le Groupement Départemental de Répartition pour l'Alimentation et l'Approvisionnement général[38] ». En 1941, les attributions du Groupement d'Achats et de Répartition sont regroupées au sein d'une nouvelle organisation : le Groupement Unique d'Achat[39]. Dès sa création, le groupement est une société anonyme dont les membres, à partir de 1941, doivent être approuvés par le préfet régional. Son président-directeur général, pour la période de

[29] 185 W 32-44, 1946-1948.
[30] Peu d'archives relatives à la Direction régionale située à Châlons-en-Champagne sont conservées dans ce fonds. Il y est fait uniquement mention de l'intendant Cardus, directeur régional à la fin de l'année 1944 (185 W 70 : Lettre relative à la circulaire n° 434/CCI du 12 octobre du comité interprofessionnel des viandes, 3 novembre 1944).
[31] CEPEDE (M.), *op.cit.*, p. 117-118.
[32] 185 W 76 : fichier des agents cantonaux de la DDRG, 1940-1946.
[33] Ces dates ont été repérées en fonction de la correspondance conservée dans le fonds. Elles ne correspondent en aucun cas aux dates de prise de poste des différents directeurs. Elles ne sont indiquées qu'à titre informatif.
[34] CEPEDE (M.), *op.cit.*, p. 131-132.
[35] La loi du 27 octobre 1939 créant des Groupements d'Achats et de Répartition départementaux (GARD) lui donne son nom.
[36] 185 W 88 : statuts et actes de délibération constitutifs du groupement départemental de répartition pour l'alimentation et l'approvisionnement général de l'Aube, 15 septembre 1939.
[37] *Ibid*.
[38] *Ibid*.
[39] CEPEDE (M.), *op.cit.*, p. 139-142.

l'Occupation, est Jean Boudot-Lamotte, industriel aubois. Il est assisté d'un vice-président, Marcel Demmerlé, qui est aussi administrateur de la Société Troyenne d'alimentation[40]. La liquidation du GUDA, coordonnée par la Direction départementale du ravitaillement général[41] intervient en 1949 pour le département de l'Aube.

UN FONDS COMPLEMENTAIRE SUR LE RAVITAILLEMENT GENERAL DANS L'AUBE

Le fonds 185 W n'aborde pas tous les aspects de ces trois institutions que sont la préfecture, la Direction départementale du ravitaillement général et le GUDA, mais il met en exergue certains aspects moins connus de l'histoire de la seconde guerre mondiale : camions bazars, monnaie-matière, grandes campagnes de récupérations, direction des centres d'abats, transports, organisation de la répartition des denrées du Groupement Unique d'Achats de l'Aube.

Il faut ajouter à ces sources peu communes une typologie de documents plus inhabituels : communiqués de presse, télégrammes, notes de services. Les fichiers du personnel de ces institutions sont conservés minutieusement, et sont même quelquefois accompagnés de photos d'identité[42]. Il en est de même des communiqués de presse relatifs au ravitaillement général, de leurs brouillons préparatoires et des articles publiés dans la presse locale. De ce fait, ces archives représentent une source intéressante qui permettrait d'analyser les relations entre les institutions du ravitaillement général et la presse sous l'Occupation.

CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

Le fonds 185 W est librement consultable, à la fois pour les documents de la seconde guerre mondiale et postérieurs à cette guerre, depuis 2005 (y compris pour les dossiers de personnel).

Le classement des archives est opéré selon les trois grands services du ravitaillement identifiés. Pour les archives de la préfecture de l'Aube, il faut noter que la répartition par grandes compétences de l'institution a été privilégiée pour le classement faute de pouvoir identifier tous les services[43]. De toute façon, il faut systématiquement compléter la consultation de ce fonds par les sources complémentaires indiquées dans cet instrument de recherches. Il est néanmoins nécessaire de signaler que ces documents sont d'une manipulation délicate, le support papier étant de mauvaise qualité.

Enfin, tout lecteur désireux de reproduire des originaux en salle de lecture en vue d'une exploitation privée avec son propre matériel, doit obtenir l'autorisation du président de la salle de lecture. Pour toute exploitation en dehors du cercle privé, le lecteur doit obtenir l'accord du directeur des Archives départementales de l'Aube et souscrire à une licence renouvelable (gratuite ou soumise à redevance) valable 5 ans.

---

[40] 185 W 88 : rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, 1942-1946.

[41] Un dossier conservé dans le fonds relatif à la DDRG concerne la liquidation du GUDA. Cette liquidation est surveillée par le contrôleur d'État, chef de service du contrôle administratif et financier des groupements, Kiefer. L'affaire est gérée par l'ancien vice-président du Groupement Unique d'Achats de l'Aube, Marcel Demmerlé qui, en tant que nouveau président du GUDA, est désigné liquidateur par arrêté préfectoral (185 W 74 : Arrêté préfectoral nommant M. Demmerlé, président du GUDA, liquidateur, 3 mai 1949).

[42] Annexe 5, document 3 : fiche de Marcel Denner, chef de district à Romilly-sur-Seine, 1er janvier 1944.

[43] A ce propos, il faut noter que les bons de carburants classés sous la rubrique « carburant » étaient délivrés par le service des carburants de la préfecture. Par souci de cohérence avec le reste des archives produites par la préfecture, le choix a été fait de les classer selon cette thématique et non selon ce service clairement identifié.

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages cités sont les références principales qui permettent de mieux appréhender le fonds 185 W. Lorsque les ouvrages ou les articles cités sont consultables aux Archives départementales de l'Aube, leur cote est indiquée entre crochets [ ]. Des commentaires ont été ajoutés pour certaines références afin de renseigner le lecteur sur l'approche ou l'utilité de l'ouvrage.

1. La France sous l'Occupation et à la Libération (1938-1950)
2. Economie et Ravitaillement général (1938-1950)
3. 1938-1950 dans le département de l'Aube

1. LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION ET A LA LIBERATION (1938-1950)

Les références citées concernent les ouvrages incontournables sur la période sans prétention à l'exhaustivité. Les publications les plus récentes ont été privilégiées, même si des ouvrages plus anciens mais incontournables ont été répertoriés.

ALARY (Eric), VERGEZ-CHAIGNON (Bénédicte), GAUVIN (Gilles), *Les Français au quotidien 1939-1949*, Paris, Perrin, 2006, 852 p. [BP 3612]
AMOUROUX (Henri), *La grande histoire des Français sous l'Occupation*, Paris, Robert Laffont, 10 tomes.
AZEMA (Jean-Pierre), WIEVIORKA (Olivier), *Vichy 1940-1944*, Paris, Perrin, 2004, 374 p.
BARUCH (Marc-Olivier), *Le régime de Vichy*, Paris, La Découverte, 1996, 123 p.
(—), *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, 737 p.
BONINCHI (Marc), *Vichy et l'ordre moral*, Paris, PUF, 2005, XVIII, 318 p.
BURRIN (Philippe), *La France à l'heure allemande*, Paris, Le Seuil, 1997, 559 p. [BP 2888]
Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation, dir. Michèle et Jean-Paul Cointet, Paris, Tallandier, 2000, 732 p. [BP 3251]
KASPI (André), *La libération de la France. juin 1944-janvier 1946*, Paris, Perrin, 1995, 562 p.
La France sous Vichy : autour de Robert O. Paxton, éd. Sarah Fishman, Laura Lee Downs, Ioannis Sinanoglou *et alii*, Bruxelles, Paris, éd. Complexe, Cachan, IHTP-CNRS, 2004, 320 p.
ORY (Pascal), *La France allemande, 1933-1945 : paroles françaises*, Paris, Gallimard, 1995, 371 p.
PAXTON (Robert O.), *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1999, 475 p.
Le régime de Vichy et les Français, dir. Jean-Pierre Azéma, François Bérida, Paris, Fayard, 1992, 788 p.
ROUSSO (Henry), *Les années noires. Vivre sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, 1992, 191 p.
VALLAUD (Pierre), DEROO (Eric), *Les Français sous l'Occupation*, 1940-1944, Paris, Pygmalion, 2002, 144 p.
VAYSSIERE (Bertrand), « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement ? », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris, PUF, 2009/4, n° 236, p. 45-60.

2. ECONOMIE ET RAVITAILLEMENT GENERAL (1938-1950)

Les références suivantes font état de toutes les publications relatives à l'organisation politique et économique du ravitaillement général en France entre 1939 et 1949. Les ouvrages relatifs à la vie quotidienne des français sous l'Occupation n'ont été cités que s'ils faisaient mention de cette organisation politique et économique et de sa perception par les Français ou l'armée d'Occupation.

BACHELIER (Christian), « Le temps des restrictions », dans *Bulletin de l'IHTP*, juin 1989, n° 36, p.19-78.
CEPEDE (Michel), *Agriculture et alimentation en France durant la seconde guerre mondiale*, Paris, Ed. M.-Th. Génin, 1961, 511 p. (Bien qu'il s'agisse d'une publication ancienne, ce livre est la référence la mieux documentée et la plus complète sur l'organisation politique du ravitaillement général en France entre 1939 et 1949).
Les comités d'organisation et l'économie dirigée du Régime de Vichy, actes du colloque international, Caen, 3-4 avril 2004, éd. par Hervé Joly, Caen, CRHQ, 2004, 320 p.
FLONNEAU (Jean-Marie), « Législation et organisations économiques au temps des restrictions (1938-1949) », dans *Le Temps des restrictions en France (1939-1949)*, dir. Dominique Veillon et Jean-Marie Flonneau, Paris, IHTP, 1996, p. 43-58.
GRENARD (Fabrice), « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'occupation », dans *Revue Vingtième Siècle*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 2007, n° 94, p. 199-215.
(—), « La question du ravitaillement dans les entreprises françaises sous l'Occupation : insuffisances et parades », dans *Travailler dans les entreprises sous l'Occupation*, dir. Christian Chevandier et Jean-Claude Daumas, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2007, p. 395-410. [BP 3690]
(—), *La France du Marché noir (1940-1949)*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 2008, p. 19-24 et 227-233.
(—), « L'administration du contrôle économique en France, 1940-1950 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, Belin, 2010, n° 57-2, p. 132-158.
HESSE (Jean-Philippe), MENARD (Olivier), « Contrôle des prix et rationnement », dans *Le droit sous Vichy*, dir. Bernard Durand, Jean-Pierre Le Crom, Alessandro Somma, Francfort-sur-le-Main, V. Klostermann, 2006, p. 165-208.
KUISEL (Richard F.), *Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1984, p. 227-361.
MARGAIRAZ (Michel), *L'État, les finances, l'économie (1932-1952). Histoire d'une conversion*, Paris, Imprimerie nationale, 1991, 2 t., 1456 p.
(—), « L'*É*tat et les restrictions en France dans les années 1940 », dans *Le Temps des restrictions en France (1939-1949)*, dir. Dominique Veillon et Jean-Marie Flonneau, Paris, IHTP, 1996, p. 25-41.
(—), « Les politiques économiques *sous* et *de* Vichy », dans *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, 2009, n° 9. www.histoire-politique.fr.
MILWARD (Alan S.), *The new order and the French economy*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 320 p.
ROUSSO (Henry), « L'organisation industrielle de Vichy », dans *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, Paris, PUF, 1979, n° 116, p. 27-44.
(—), « L'économie : pénurie et modernisation », dans *La France des années noires*, dir. Jean-Pierre Azéma, François Bérida, Paris, Seuil, 2000, t. I., p. 427-451.
ROUSSO (Henry), VEILLON (Dominique), « Le temps des restrictions en France (1939-1949) », dans *Les cahiers de l'IHTP*, Paris, IHTP, 1996, n° 32-33, 539 p.
SANDERS (Paul), *Histoire du marché noir 1940-1946*, Paris, Perrin, 2001, 379 p.
SAUVY (Alfred), *La vie économique des Français de 1939 à 1945*, Paris, Flammarion, 1978, 255 p.
Transports dans la France en guerre, 1939-1945 [colloque, Le Havre, 17-18 mars 2005], éd. par Marie-Noëlle Polino *et alii*, Rouen, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2007, 429 p.
VEILLON (Dominique), *Vivre et survivre en France 1939-1947*, Paris, Payot, 1995, p.101-132 et 290-296.
(—), « Aux origines de la sous-alimentation : pénuries et rationnement alimentaires », dans *« Morts d'inanition ». Famine et exclusions en France sous l'Occupation*, Rennes, PUR, 2005, p. 31-43. [BP 3541]
La vie des entreprises françaises sous l'Occupation. Une enquête à l'échelle locale, dir. Alain Beltran, Robert Frank, Henry Rousso, Paris, Belin, 1994, 457 p.

3. 1938-1950 DANS LE DEPARTEMENT DE L'AUBE

Les ouvrages relatifs à la vie dans l'Aube sous l'Occupation sont très rares. Ils peuvent être cependant complétés par les nombreux témoignages écrits et oraux des Aubois. Les références au ravitaillement et au rationnement des populations y sont assez nombreuses. Pour une vision plus spécifique sur la vie des Aubois sous l'Occupation, il faut avoir recours au catalogue de l'exposition *« Topinambours et rutabagas. Vivre dans l'Aube sous l'Occupation »* cité ci-dessous.

Au cœur de la mémoire, Souvenirs 1939-1945, dir. Marie-Louise Cadet, Saint-André-les Vergers, Ville de Saint-André-les-Vergers, 1995, 189 p. [BM 1213]
BEURY (André), *1940-1944 dans l'Aube, de la Résistance à la Libération*, Troyes, A. Beury, 1984, 223 p. [BP 1272-1]
(—), *1940-1944 dans l'Aube, la politique dans l'Aube sous l'Occupation*, Troyes, A. Beury, 1986, 137 p. [BP 1272-2]
GANNE (Edmond), « Quatre années d'occupation à Montreuil-sur-Barse : le journal d'un maire », dans *Almanach de l'Est-Eclair*, Troyes, 1950, n.p. [112 PL 27]
HOPPENOT (Marie-Henriette), *Mémoires des temps de guerre (1939-1945) de Madame Jean Hoppenot née Marie-Henriette Babeau (1897-1986)*, s.l.n.d., 71 p. [1 J 1421]
HOURSEAU (Alain), « L'exode et le début de l'Occupation allemande vécus par les habitants de Bouilly d'après leurs témoignages », dans *Mémoires de la société académique de l'Aube*, Troyes, Société académique de l'Aube, 2005, t. CXXIX, p. 271-284. [3 PL 131]
HUMBERT (Jean-Louis), « Troyes sous l'Occupation : les années troyennes de Paul Langevin (1940-1944) », dans *La Vie en Champagne*, Troyes, La Vie en Champagne, nouvelle série, 1997, n° 12, p. 23-30. [57 PL 1]
ROCHE (Michel), *L'Aube dans la guerre 1939-1945*, Le Coteau, Horvath, 1985, 223 p. [BP 1548]
RODIGUE (Raymond), *Guerre 39-45, journal*, Fontaine-les-Grès, 2003, 41 p. [1 J 1174]
« Topinambours et rutabagas. Vivre dans l'Aube sous l'Occupation », dans *La Vie en Champagne*, Troyes, La Vie en Champagne, 2010, n°63, 64 p. (+ CD de témoignages) [57 PL 8]
La vie quotidienne pendant la guerre 39-45 [exposition Chaource, mai 1987], Chaource, Maison des jeunes et de la culture de Chaource, 1987, 44 p. [HB 2983]

ÉTAT DES SOURCES COMPLEMENTAIRES

D'autres fonds conservés aux Archives départementales de l'Aube ou dans d'autres services d'archives permettent de mieux appréhender l'organisation du ravitaillement général dans le département de l'Aube entre 1939 et 1949. La présentation de ces ressources complémentaires se fait par lieu de conservation, série et service versant en fonction de l'organisation générale du ravitaillement.

1. ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE L'AUBE

Les fonds relatifs à la préfecture et à la direction départementale du ravitaillement général complètent les fonds classés en 185 W. Il faut souligner la présence d'archives relatives au Ministère des finances qui viennent compléter celles du Ministère de l'Agriculture. Tous ces versements n'ont pas fait l'objet d'un inventaire. Pour consulter l'ensemble des fonds relatifs à la seconde guerre mondiale dans l'Aube, on consultera à profit :
- *Guerre 1939-1945. Etat provisoire des sources d'archives*, Archives départementales de l'Aube, 2000, 254 p. [Inventaire, salle de lecture]
- *Guerre 1939-1945. Série Fi*, Archives départementales de l'Aube, 2000, 11 p. [Inventaire, salle de lecture]

1.1. Série W

1 W 1-142 : Préfecture de l'Aube. Décisions du préfet : arrêtés préfectorales (1940-1950)

Ce fonds est lacunaire pour la période de la seconde guerre mondiale. Il convient à titre complémentaire de consulter le *Recueil des actes administratifs de l'Etat* (Arch.dép. Aube , 3 K 6).

97 W 1-180 : Service départemental du contrôle des prix. Infraction à la législation sur les prix, enquête : dossiers individuels d'infraction, enquêtes (1941-1951)

310 W : Préfecture de l'Aube. Bureau de Liaison. Administration franco-allemande du département de l'Aube pendant l'Occupation (1936-1945)

Les archives qui intéressent le plus le ravitaillement général sont celles du *Verwaltungsgruppe* (Eté 1940-26 août 1944) qui est remplacé à la Libération par le bureau de coordination franco-allié[44]. Dans ce fonds, il faut souligner l'importance des cotes suivantes :

- 310 W 85 : Cantonnement des troupes allemandes (1940-1944)
- 310 W 88-90 : Carburants. Contingentement, répartition, attribution (1940-1944)
- 310 W 105 : Véhicules. Autorisations de circuler pendant les heures interdites (1940-1944)
- 310 W 117-124 : Contrôle des prix (1940-1944)
- 310 W 136-145 : Délivrance des produits contingentés (1941-1944)
- 310 W 191-193 : Ravitaillement de la population (1940-1944)
- 310 W 194-198 : Recensement des ressources (1940-1944)

1021 W : Sous-Préfecture de Bar-sur-Aube. Administration de l'arrondissement de Bar-sur-Aube pendant la guerre 1939-1945 (1922-1956)

1094 W 4-18 : Direction départementale du Ravitaillement général et organismes du temps de guerre. Gestion du personnel : livres de paie (1941-1949)
- 1094 W 4-5 : Direction départementale du Ravitaillement général de l'Aube (1945-1949)
- 1094 W 6-18 : Groupement d'Achats et de Répartition des viandes de l'Aube (1941-1946)

[44] Les archives du bureau de coordination franco-allié sont classées à la cote SC 24642.

1.2. Série SC

Ministères :

SC 124 : Ministère des finances. Ravitaillement comptabilité (1940-1944)

Préfecture :

- Cabinet du préfet

SC 68 : Cabinet (1879-1951)
SC 4194 : Ville de Troyes. Organisation des services municipaux et personnels (1939-1941); détournement des biens et marchandises (août 1940- avril 1942)
SC 2397 : Ville de Troyes (1940-1941). Comité d'attribution des laissez-passer et des carburants, ravitaillement de la population et des entreprises, attributions d'Ausweis
SC 4104 : Cabinet du préfet. Organisation de la préfecture et gestion du personnel (1940-1944)
SC 4105 : Ville de Troyes. Pouvoir du préfet en matière de ravitaillement (1945-1947)

- Secrétariat général

SC 2426 : Secrétariat général notamment suivi des affaires économiques et du ravitaillement (1941-1944)

- Bureau des affaires économiques

SC 2243 : 1er groupe. Troyes. Cas individuels et titres d'alimentation (1943-1945)
SC 107 : 2e division. 3e bureau (1900-1950)

- Bureau de liaison avec les autorités allemandes

SC 96 : Bureau de liaison avec les autorités allemandes (1940-1944)

- Bureau de coordination franco-allié

SC 24642 : Affaires civiles. Ravitaillement de la population en denrées alimentaires et en matières premières (1941-1945)
Ce bureau est celui qui a été instauré à la Libération en remplacement du Verwaltungsgruppe du Bureau de Liaison de la préfecture de l'Aube[45].

- Bureau de défense

SC 262 : Bureau de défense (1938-1970)

Sous-préfecture

SC 137 : Nogent (1841-1956)

[45] Les archives du *Verwaltungsgruppe* sont conservées dans la sous-série 310 W.

Direction départementale du ravitaillement général de l'Aube

SC 41-42/45 : Secrétariat, comptabilité, section technique, circulaires (1939-1949)
SC 2564/2721 : Correspondance, comptabilité, circulaires
SC 25052-25187 : Récupération. Circulaires, comptabilité, Groupement Unique d'Achat du département de l'Aube (GUDA)

1.3. Série Nouvelles Acquisitions

NA 10119/10120 : Aube. Préfecture. Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale (1941-1944)

1.4. Série J

1 J 817 : Cartes de ravitaillement (1944-1945)

2. ARCHIVES DES AUTRES DEPARTEMENTS DE CHAMPAGNE-ARDENNE

Les cotes citées font directement référence à l'organisation politique et économique du ravitaillement en Champagne-Ardenne. L'organisation du ravitaillement dans chaque département respecte presque toujours le schéma détaillé pour l'Aube[46].

2.1. Les Archives départementales des Ardennes

13 M 1-128 : Préfecture. Service du ravitaillement (1936-1960)
14 M 1-389 : Direction départementale du ravitaillement général. Comité de répartition des denrées alimentaires, comités centraux de répartition (basse-cour, boissons, fruits et légumes, légumes secs,…) (1940-1949)
58 J 120 : Correspondance échangée avec la direction départementale du ravitaillement général : création d'une cantine d'entreprise, demande de tickets de ravitaillement, état nominatif des travailleurs de force (1946-1947)
SP/SEDAN 9 : Guerre 1939-1945. Ravitaillement, attribution exceptionnelle de charbon et coke 1945 : demandes, récapitulatif (1942-1945)

2.2. Les Archives départementales de la Marne

La sous-série 204 M relative à la guerre 1939-1945 et à son administration économique permet d'aborder de nombreuses facettes de l'organisation du ravitaillement dans le département et, à plus grande échelle, dans la région Champagne-Ardenne. On sera particulièrement attentif aux cotes 204 M 521-529 qui concernent également les départements de l'Aube et de la Haute-Marne. Les cotes suivantes sont à consulter :
- 204 M 521-529 : Secrétariat d'Etat au ravitaillement, contrôle mobile, région 2 A (pour l'Aube, la Marne et la Haute-Marne)
- 204 M 1499-1664 : Direction régionale du ravitaillement général de Châlons-sur-Marne[47]
- 204 M 2552-2981 : Direction départementale du ravitaillement général de la Marne
- 204 M 2982-3072 : Groupement d'Achat et de répartition des denrées alimentaires de la Marne

[46] Annexe 4 : schémas de l'évolution de l'organisation du ravitaillement général dans l'Aube (1939-1941).
[47] *Châlons-sur-Marne* : aujourd'hui, *Châlons-en-Champagne*.

2.3. Les Archives départementales de la Haute-Marne

- 342 W 43/45-46 : Préfecture. Cabinet du préfet. Ravitaillement (1939-1946)
- 1538 W 1-1233 : Ravitaillement général de la Haute-Marne (1922-1950)

Le fonds 1538 W concerne directement le ravitaillement général de la Haute-Marne. Pour s'y repérer, le lecteur pourra consulter :

LAHIERRE (Stéphanie), *Inventaire sommaire du fonds 1538 W : Ravitaillement général de la Haute-Marne*, dir. Lionel Gallois, Chaumont, 1999.

- 313 W 14 : Comité départemental de la Libération. Commission du contrôle cantonal (déclaration des vaches laitières) ; commissions consultatives départementales de la circulation et du roulage, commission de priorité de transport des marchandises ; demandes d'achat de camions, ordres de mission (transports) ; demandes de permis de circuler et d'attributions de carburants (1942-1946)

3. ARCHIVES NATIONALES

3.1. Le ministère du Ravitaillement

Les archives du **ministère du Ravitaillement** sont conservées dans la sous-série F^{23} relative aux services extraordinaires en temps de guerre. Au sein de ce fonds, les archives de l'inspection générale du ravitaillement (IGR) sont particulièrement intéressantes, puisqu'elle était un instrument d'étude et de contrôle du ravitaillement en France qui a fonctionné jusqu'en 1949. On consultera donc à profit les cotes :

- F^{23} 404 à 540 (1940-1949).

Le fonds regroupe quelques dossiers sur l'organisation des services du ravitaillement ainsi que des rapports généraux sur le ravitaillement en France et à l'étranger. On y trouve également des dossiers sur les directions départementales du ravitaillement général et sur les groupements spécialisés par denrées. Des rapports émanant des inspecteurs, mais aussi des directeurs régionaux et départementaux et des chargés de mission y sont présents. Ces archives sont classées par département et par année. Pour de plus amples précisions sur ces cotes, on consultera : CEZARD (P.), *F^{23} 404 à 540. Rép. num. détaillé dact.*, s.d., 94 p.

Il faut également souligner l'importance des archives des **services du Ravitaillement** de 1940 à 1949 conservées aux archives nationales de Fontainebleau :

- Versement 20020533 : Services du Ravitaillement général (1940-1949)

3.2. Le ministère de l'Agriculture

On recherchera des documents complémentaires dans les archives du **ministère de l'Agriculture**, sous-série F^{10}, avec notamment les enquêtes et les plans d'orientation de la production agricole (1941-1945).

4. ARCHIVES DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le ministère des finances se chargeait également d'une partie du ravitaillement notamment en ce qui concernait le contrôle des prix et la régulation du commerce extérieur et intérieur.
A ce titre, on consultera à profit les cotes suivantes:
- Cabinet : 1 A 404
- Comptabilité publique : B 27625-27649, B 27668-27682, B 27684-27716, B 27725-27727, B 50343-50346, B 50350
- Fiscalité : B 22047, B 22050
- Trésor : B 33001, B 42207-42214, B 46026-46060
- Commerce extérieur : B 880-883 et B 30978

5. ARCHIVES DU SERVICE HISTORIQUE DE LA DEFENSE

Comme toute administration en temps de guerre, le ministère de la Défense avait en charge le transport des marchandises du ravitaillement. A ce titre, le service historique de la Défense conserve des archives relatives à l'organisation de l'appareil industriel français, mais aussi à l'organisation des transports des marchandises rationnées.
Les cotes suivantes sont intéressantes pour aborder l'organisation économique et politique du ravitaillement :
- 2 N 48-171 : Comité de guerre (PV des délibérations), 1ère section, mobilisation économique et industrielle, ravitaillement général
- 2 N 255, 2 N 257, 2 N 261-263 : Comité de guerre (PV des délibérations), 4^{e} section, transports et transmissions

SOMMAIRE

PREFECTURE. CONTROLE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE 185 W 1-65

Contrôle sur l'activité économique 185 W 1-10
- Cartes d'alimentations 1
- Locaux vacants 2
- Besoins textiles. Cantonnement des troupes d'occupation. Hôpitaux et hospices 3-4
- Camions bazars 5
- Fers à cheval et clous à ferrer 6
- Monnaie-matière 7-8
- Acier 9
- Tickets de semence 10

Campagnes de récupération 185 W 11-30
- Métaux ferreux 11-13
- Métaux non ferreux 14-22
- Matières et vieux déchets 23-28
- Os 29-31

Carburants 185W 32-44
- Organisation 32
- Bons de carburants 33-44

Circulation 185 W 45-46
- Moyens de transports 45
- Voitures de tourisme 46

Rationnement 185 W 47-65
- Textiles, vêtements de travail et chaussures 47-61
- Articles ménagers 62-65

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU RAVITAILLEMENT GENERAL DE L'AUBE 185 W 66-86

Fonctionnement général 185 W 66-74
- Organisation générale 66-69
- Relations avec les autres services du ravitaillement général 70-74

Gestion du service. Personnel et comptabilité 185 W 75-81
- Gestion du personnel 75-80
- Gestion comptable 81

Direction des centres d'abats 185 W 82-86
- Gestion du service. Comptabilité, locaux 82-85
- Tueries réquisitionnées 86

GROUPEMENT UNIQUE D'ACHAT DU DEPARTEMENT DE L'AUBE (GUADA)

185 W 87-155

Fonctionnement général	185 W 87-90
Organisation générale	87
Conseil d'administration	88
Assemblées générales	89
Commission consultative départementale du ravitaillement général	90
Gestion comptable	185 W 91-101
Comptes généraux	91-96
Clients et fournisseurs	97-100
Liquidation comptable	101
Approvisionnement. Opérations commerciales	185 W 102-155
Généralités	102-118
Vins d'Algérie	119-122
Légumes secs	123
Fruits et légumes	124-126
Poissons	127-130
Volailles et œufs	131-132
Sangliers	133
Pommes de terre	134-145
Epicerie	146-155

LISTE DES ABREVIATIONS

DDRG	Direction Départementale du Ravitaillement Général
GARDA	Groupement d'Achats et de Répartition du Département de l'Aube
GUADA ou GUDA	Groupement Unique d'Achats du Département de l'Aube
OCRPI	Office central de Répartition des Produits Industriels

CORPS DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE

ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT GENERAL DANS L'AUBE

185 W 1 - 65 **Préfecture. Contrôle de l'activité économique**

1935 - 1949

185 W 1 - 10 **Contrôle sur l'activité économique**

1935 - 1948

185 W 1 Cartes individuelles d'alimentations.- Attribution : instructions (15 septembre 1939, 20 avril 1940).

1939 - 1940

185 W 2 Locaux vacants. - Réquisition : lois (1940-1945), correspondance (1941-45). Loyers : correspondance (1945). Logement des sans-abris : circulaire (1945), dossiers individuels (1945).

1940 - 1945

185 W 3 - 4 **Besoins Textiles**

1941 - 1944

185 W 3 Cantonnement des troupes d'occupation.- Rationnement : bordereaux d'envoi , bons d'achat, affiches, correspondance.

1944

185 W 4 Hôpitaux et hospices.- Enquête : circulaire (19 juin 1941), compte rendu.

1941

185 W 5 **Camions bazars**

1935 - 1943

185 W 5 Vente, réglementation : enquête (1935), instructions (1936-1939). Immatriculation : correspondance (1935-1943).

1935 - 1943

185 W 6 **Fers à cheval et clous à ferrer**

1941 - 1942

185 W 6 Répartition : correspondance.

1941 - 1942

185 W 7 - 8 **Monnaie-matière**

1941 - 1947

185 W 7 Réglementation : correspondance.

1941 - 1942

185 W 8 Attribution : registres d'enregistrement des bons.

1942 - 1947

185 W 9 **Acier**

1946 - 1948

185 W 9 Attribution : registre d'enregistrement des bons.

1946 - 1948

185 W 10 **Tickets de semence**

1943 - 1946

185 W 10 Attribution : répertoire numérique.

1943 - 1946

185 W 11 - 31 **Campagnes de récupération**

1939 - 1945

185 W 11 - 13 **Métaux ferreux**

1940 - 1946

185 W 11 Réglementation : communiqués de presse, correspondance.

1940 - 1945

185 W 12 Récupération : questionnaires communaux (1940), liste des tonnages récupérés (1942).

1940 - 1942

185 W 13 Ramassage : journaux officiels, instructions ministérielles, circulaires, notes d'informations de l'Office des Fers, Fontes et Aciers (OFFA), correspondance.

1940 - 1946

185 W 14 - 22 **Métaux non ferreux**

1939 - 1944

185 W 14 Organisation : lois, instructions ministérielles, instructions préfectorales, circulaires, règlements, communiqués de presse.

1939 - 1944

185 W 15 - 18 ***Ramassage***

185 W 15 Organisation générale : correspondance (1941-1944). Buttes de tirs et immeubles sinistrés : plans de récupération (1941-1944), correspondance (1941-1944).

1941 - 1944

185 W 16 Mairies : correspondance.

1943

185 W 17 États récapitulatifs pour la ville de Troyes, états récapitulatifs des résultats hebdomadaires et mensuelles.

1941

185 W 18 Rapports des questionnaires envoyés aux mairies par ordre alphabétique G-V.

1942

185 W 19 Écoles : rapports hebdomadaires, note sur les systèmes métriques, correspondance.

1941

185 W 20 Industrie hôtelière : instructions, liste nominative d'experts, rapports du ramassage A-F.

1942

185 W 21 Échange d'objets en cuivre contre du vin : instructions, correspondance.

1942

185 W 22 Paiement des particuliers : instructions, états récapitulatifs.

1942 - 1943

185 W 23 - 28 Matières premières et vieux déchets.

1940 - 1945

185 W 23 Réglementation : lois, arrêtés, circulaires, décisions du Bulletin officiel du service de la récupération, communiqués de presse, affiches.

1941 - 1945

185 W 24 Vieux papiers, promotion : communiqués de presse, slogans.

1940

185 W 25 Gestion du personnel, négociants et chiffonniers : liste nominative, fichier.

1943

185 W 26 Soies et crins de porcs, promotion : communiqués de presse.

1941

185 W 27 Industrie hôtelière, trafic illicite des comptoirs en étain : correspondance.

1943

185 W 28 Ramassage illicite : instructions, procès-verbaux d'enquêtes, correspondance.

1942

185 W 29 - 31 Os

1940 - 1944

185 W 29 Réglementation : instructions ministérielles, arrêtés municipaux, circulaires, communiqués de presse, affiche, correspondance.

1940 - 1944

185 W 30 Ramassage : état récapitulatif, notes de demandes de carburants, correspondance.

1940 - 1943

185 W 31 Enquête, tueries particulières et abattoirs : compte rendu.

1941

185 W 32 - 44 **Carburants**

1946 - 1948

185 W 32 - 33 **Organisation**

1946 - 1947

185 W 32 Correspondance.

1947

185 W 33 Immatriculation, bons pour les villes de Troyes et Sainte-Savine : liste de dénombrements, état récapitulatif pour la ville de Troyes, bordereaux d'envoi.

1946 - 1947

185 W 34 - 43 **Bons de carburants**

1946 - 1948

185 W 34 - 38 ***Cycles à moteur mécanique : fichier de dénombrements par communes.*** *(classement alphabétique)* ***1946-1948***

185 W 34 Ja-No.
185 W 35 O-Romilly.
185 W 36 Ros-Sainte-Savine.
185 W 37 Sal-Troyes.
185 W 38 Troyes-Ye.

185 W 39 - 43 ***Voitures particulières : fichier de dénombrements par communes.*** *(classement alphabétique)* ***1946-1948***

185 W 39 Ja-O.
185 W 40 Pe-Romilly.
185 W 41 Ron-Sainte-Savine.
185 W 42 Sa-Troyes.
185 W 43 Troyes-Ye.

185 W 44 Voitures particulières, suspension : correspondance.

1946 - 1948

185 W 45 - 46 **Circulation**

1941 - 1948

185 W 45 **Moyens de transports**

1941 - 1944

185 W 45 Autorisation de circuler : instructions (1944). Ramassage : fichier par communes (1941).

1941 - 1944

185 W 46 **Voitures de tourisme**

1948 - 1948

185 W 46 Achats : demandes de licences satisfaites ou annulées A - Z.

1948 – 1948

185 W 47 - 65 **Rationnement**

1941 - 1948

185 W 47 - 61 **Textiles, vêtements de travail, chaussures**

1941 - 1948

185 W 47 - 56 ***Textiles, vêtements de travail***

185 W 47 Bons d'achats.- Attribution : registre d'enregistrement (1943-1947). Ouvriers partant en Allemagne : registre d'enregistrement (1941-1942).

1941 - 1947

185 W 48 Registre d'enregistrement des bons délivrés (1943-1944), registre d'enregistrement des demandes pour l'obtention de bons d'achat (1943-1945), registres d'enregistrement des feuillets de tickets (1943-1947).

1943 - 1947

185 W 49 Registre d'enregistrement des bons délivrés (1945-1946), registre d'attribution des tickets B (1943-1945).

1943 - 1945

185 W 50 Rationnement : registre des inscriptions des points, registre de comptabilité.

1943 - 1945

185 W 51 Contingents : registre de répartition par commune (1946), registre de comptabilité (1943-1944).

1943 - 1946

185 W 52 Besoins collectifs : registre des inscriptions des points (1941-1942), registre d'inscription des bons (1941-1942), registre d'attribution de bons d'achats par mois (1944-1946), registre de délivrance des bons textiles (1947-1948).

1941 - 1948

185 W 53 Besoins spéciaux : registre d'attribution des bons d'achat.

1943 - 1946

185 W 54 Vestes et pantalons.- Attribution : registres d'enregistrement des bons (1943-1944). Cottes et blousons.- Attribution : registre d'enregistrement des bons (1945-1946).

1945 - 1946

185 W 55 Étrangers. - Cartes textiles : registre d'enregistrement.

1947

185 W 56 Vêtements de travail : registre de contingentement (1946), demandes de bons d'achat, accusés de réception de bons d'achats, bordereaux d'envoi de bons d'achats, certificats de travail de l'employeur, correspondance.

1946 - 1948

185 W 57 - 61 ***Chaussures***

185 W 57 Répartition : registres d'enregistrement des chaussures envoyées par communes (1941-1946), registre d'enregistrement des bons échangés (juin 1943-sept 1947).

1941 - 1947

185 W 58 Gestion comptable : registre des états mensuels de chaussures.

185 W 59 Besoins spéciaux : registre d'enregistrement des bons d'achats (1941-1946), registres d'enregistrement des bénéficiaires de bons d'achats (1946-1947).

1941 - 1947

185 W 60 Chaussures orthopédiques.- Attribution : registre d'enregistrement des chaussures de villes pour femmes, cahier d'enregistrement des chaussures retournées en mairies (motifs de retour).

1946 - 1947

185 W 61 Chaussures imprimées.- Gestion comptable : registre des contingents.

1942 - 1944

185 W 62 - 65 **Articles ménagers**

1943 - 1948

185 W 62 Attribution, jeunes ménages : registre d'enregistrement des cartes M (1946), état des demandes d'enregistrement des premières naissances (1946-1948).

1946 - 1948

185 W 63 Gestion comptable : registres de délivrance des bons (avril 1943-avril 1948).

1943 - 1948

185 W 64 Cas particuliers, attribution : registres d'enregistrement des demandes et délivrance des bons.

1946 - 1948

185 W 65 Articles en faïence, réglementation : instructions ministérielles, instructions aux maires.

1944 - 1947

185 W 66 - 86 **Direction départementale du ravitaillement général**

1940 - 1948

185 W 66 - 74 **Fonctionnement général**

1941 - 1948

185 W 66 - 69 **Organisation générale**

1941 - 1947

185 W 66 - 67 ***Réglementation***

185 W 66 Arrêtés préfectoraux (1942-1947), instruction relative à l'exécution du ravitaillement en fruits et légumes (1942).

1942 - 1947

185 W 67 Communiqués de presse, correspondance.

1941 - 1946

185 W 68 Répartition, pommes de terre, fruits et légumes, légumes secs, céréales : correspondance; viande et volailles : bons de circulations, correspondance; huile : arrêtés préfectoraux, communiqués de presse, tableaux de répartition, correspondance.

1941 - 1946

185 W 69 Affaires diverses : correspondance relative à l'approvisionnement, la distribution et les marchandises avariées (1944-1946), l'huile (1943-1945), le lait (1943-1945), les bons de circulation (1945-1946), les pommes de terre, légumes secs, fruits et légumes, céréales (1944-1945), la viande (1943-1945), les oeufs et volailles (1945).

1943 - 1946

185 W 70 - 74 **Relations avec les autres services du ravitaillement général**

1941 - 1948

185 W 70 Direction régionale du ravitaillement général à Châlons-sur-Marne[48] : correspondance.

1941 - 1946

185 W 71 - 73 ***Chefs de district***

185 W 71 Notes de service, états d'imposition, correspondance.

1944 – 1946

185 W 72-73 Rapports classés par cantons.

1945- 1946

185 W 72 A - M.
185 W 73 N -V.

[48] *Châlons-en-Champagne*, autrefois *Châlons-sur-Marne* [Marne, ch.-l. cant.].

185 W 74 GUDA, liquidation comptable : correspondance.

1946 - 1948

185 W 75 - 81 **Gestion du service. Personnel et comptabilité**

1940 - 1946

185 W 75 - 80 **Gestion du personnel**

1940 - 1946

185 W 75 - 77 ***Affectation***

185 W 75 Indemnités de charges de service : arrêtés préfectoraux.

1941 - 1945

185 W 76 Chefs de district, vérificateurs : listes nominatives, dossiers individuels classés par districts, correspondance. Chefs et commis de district : fichier, états de renseignements concernant l'Aube, listes d'affectation.

1940 - 1946

185 W 77 Personnel des sections, Huiles, Oignons : listes nominatives du personnel ayant quitté le bureau; fruits et légumes : lettres de nomination, avis de mutation, dossiers individuels de travail, attestations de secret professionnel.

1940 - 1946

185 W 78 - 80 ***Indemnisation***

185 W 78-79 Bordereaux détaillés des mandats et des bons de caisse par jour.

1945 - 1946

185 W 78 22 janvier- 28 juin 1945.
185 W 79 6 juillet 1945-10 mars 1946.

185 W 80 Frais de déplacement : registre des frais de missions et de tournées (janvier 1942), bordereaux des titres de perception, déclaration de versement à la caisse du receveur des finances, ordres de versements (1945).

1942 - 1945

185 W 81 **Gestion comptable**

1942 - 1943

185 W 81 Paiement : bordereaux des mandats émis (1942), ordonnances de délégation (1942-1943), état d'évaluation des dépenses et des mandatements (1941), bordereaux d'envoi des récépissés de versements (1942).

1942 - 1943

185 W 82 - 86 **Direction des centres d'abats**

1943 - 1948

185 W 82 - 85 **Gestion du service. Comptabilité, locaux.**

1943 – 1948

185 W 82 Organisation générale : circulaires.

1947 - 1948

185 W 83 Gestion du personnel : registre d'enregistrement.

1946 - 1947

185 W 84 Gestion comptable : factures en instance de paiement.

1947

185 W 85 Conventions de location, contrôleurs comptables.- Véhicules personnels : attestations d'assurance pour autorisation d'utilisation (1947), correspondance ; résiliation : lettres, conventions (1943-1947); frais de déplacements : correspondance (1946).

1943 - 1948

185 W 86 **Tueries réquisitionnées**

1946 - 1947

185 W 86 Indemnisation : avis de renonciation (1947), correspondance (1947); gestion du personnel : fichier des mutations et des compressions (1946-1947).

1946 - 1947

185 W 87 - 155 **GUADA**[49]

1939 - 1948

185 W 87 - 90 **Fonctionnement général**

1939 - 1947

185 W 87 **Organisation générale**

1944 - 1945

185 W 87 Correspondance.

1944 - 1945

185 W 88 **Conseil d'administration**

1939 - 1946

185 W 88 Statut du GARDA (1939), rapports des commissions (1939-1941), dossiers relatifs à chaque réunion (pouvoirs, avis de convocation, compte rendu de la réunion, bilans des comptes, rapports du CA) (1940-1946).

[49] Le GUADA est aussi appelé GARDA ou GUDA.

1939 - 1946

185 W 89 **Assemblées générales**

1942 - 1947

185 W 89 Convocations, ordres du jour, pouvoirs, comptes rendus de réunion, rapports du conseil d'administration, balances des comptes généraux après inventaire, avis de convocation à faire paraître dans *l'Est-Éclair* (1945-1947), assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 30 mai 1947.

1942 - 1947

185 W 90 **Commission consultative départementale du ravitaillement général**

1945

185 W 90 Comptes rendus de réunion.

1945

185 W 91 - 101 **Gestion comptable**

1939 - 1948

185 W 91 - 96 **Comptes généraux**

1939 - 1948

185 W 91 Livres journaux.

1939 - 1945

185 W 92 Frais généraux : journaux.

1939 - 1947

185 W 93 Livres comptables.

1940 - 1948

185 W 94 Redevances : journal.

1942

185 W 95 Balances : journal.

1943 - 1947

185 W 96 Banques, débit et crédit : journaux.

1941 - 1947

185 W 97 - 100 **Clients et fournisseurs**

1942 - 1947

185 W 97 États des balances des comptes par section, état du bilan annuel.

1945

185 W 98 Registres des centimes défalqués.

1943 - 1947

185 W 99 Journal des avoirs.

1942 - 1947

185 W 100 Clients : livre journal.

1942 - 1945

185 W 101 **Liquidation comptable**

1946 - 1948

185 W 101 Registre des comptes généraux (1947), registre des contrôles financiers (1946), correspondance (1946-1948).

1946 - 1948

185 W 102 - 155 **Approvisionnement. Opérations commerciales**

1940 - 1947

185 W 102 - 118 **Épicerie, pommes de terre, légumes secs, fruits et légumes, poissons, volailles, vin, vin d'Algérie.- Gestion comptable**

1940 - 1947

185 W 102 - 104 ***Achats et ventes***

185 W 102 Achats : registres comptables.

1941 - 1947

185 W 103 Ventes : registres comptables.

1941 - 1947

185 W 104 Achats et ventes : registre comptable.

1941 - 1947

185 W 105 - 116 ***Clients et fournisseurs***

185 W 105 Livre journal.

1940 - 1941

185 W 106 Clients. Légumes secs et épicerie : répertoire.

1943 - 1946

185 W 107 Clients : livre journal.

1942 - 1943

185 W 108 Clients : livre journal.

1943 - 1944

185 W 109 Grand livre.

1947

185 W 110 Paiement : répertoire des factures liées à l'approvisionnement en sel (1942), registre d'inscription des factures (1941-1945), notes de débit et de crédit (1942-1947).

1941 - 1947

185 W 111 - 118 ***Fournisseurs***

185 W 111 Livres journaux.

1942 - 1943

185 W 112 Livre journal, livres d'achats.

1943 - 1947

185 W 113 Fichier A - V.

1941 – 1942

185 W 114 – 118 Dossiers individuels, correspondance.

1942 - 1946

185 W 114 B - C.
185 W 115 C - D.
185 W 116 E - L.
185 W 117 M - R.
185 W 118 S - V.

185 W 119 - 122 **Vins d'Algérie**

1945 - 1947

185 W 119 Clients et fournisseurs : circulaires, arrêtés, livre journal clients, répertoire des factures (1947), état de la balance récapitulative de la 4e, 5e et 6e attributions, télégrammes (1945), correspondance.

1945 - 1947

185 W 120 - 122 ***Organisation***

185 W 120 1re attribution, 2e attribution, 3e attribution : liste nominative des bénéficiaires, télégramme, récépissés, correspondance.

1946

185 W 121 4e attribution, 5e attribution : liste nominative des bénéficiaires, télégramme, récépissés, correspondance.

1946

185 W 122 Fin 5e attribution, 6e attribution, 7e attribution : liste nominative des bénéficiaires, télégramme, récépissés, correspondance.

1946 - 1947

185 W 123 **Légumes secs**

1941 - 1946

185 W 123 Ventes: registre des factures (1941-1946), correspondance (1945-1946); fournisseurs : registre des factures (1943-1946).

1941 - 1946

185 W 124 - 126 **Fruits et légumes**

1942 - 1947

185 W 124 Clients : registre des frais généraux.

1942 - 1947

185 W 125 Fournisseurs : registre des frais généraux (1943-1946), registre de factures (1942-1947).

1942 - 1947

185 W 126 Oranges, campagne de 1946-1947 : arrêté préfectoral, tableaux d'attributions, télégrammes, états de la répartition des agrumes par wagons (1946-1947), correspondance.

1946 - 1947

185 W 127 - 130 **Poissons**

1942 - 1947

185 W 127 Achat, répartition : notes.

1942 - 1944

185 W 128 Clients : registre des frais généraux.

1943 - 1946

185 W 129 Clients, gestion comptable : notes, correspondance.

1945 - 1947

185 W 130 Fournisseurs : registre des frais généraux.

1943 - 1946

185 W 131 - 132 **Volailles et œufs**

1941 - 1946

185 W 131 Clients : répertoire nominatif (1941-1945), répertoire des factures (1941-1944).

1941 - 1945

185 W 132 Fournisseurs : répertoire nominatif (1943-1945), répertoire des factures (1944-1946).

1943 - 1946

185 W 133 **Sangliers**

1943 - 1947

185 W 133 Fournisseurs : factures, chèques non encaissés, correspondance.

1943 - 1947

185 W 134 - 145 **Pommes de terre**

1941 - 1947

185 W 134 - 137 ***Organisation générale***

185 W 134 Registres de répartition, bulletins de pesage, correspondance.

1944 - 1946

185 W 135 Gestion comptable : registre d'entrées et de sorties de marchandises.

1942 - 1946

185 W 136 Tarifs et redevances : arrêtés préfectoraux, brouillons, correspondance (1944-1945), états des prix, correspondance (1942-1945), registre de relevés de prix par détaillants.

1942 - 1946

185 W 137 Mouvements : correspondance.

1942 - 1946

185 W 138 - 141 ***Campagnes (1941-1947)***

185 W 138 Campagne de 1941-1946 : registre de répartition, cartes de répartition, récépissés de transports des administrations publiques, correspondance; sacherie : circulaire (1946), états des tarifs, registres de répartition (1946), correspondance.

1941 - 1946

185 W 139 Campagne 1943-1944, réunion des collecteurs (27 août 1943) : fiches de présence, documents préparatoires, correspondance.

1943 - 1944

185 W 140 Campagne 1944-1945, répartition : état des mouvements des pommes de terre, registre de répartition; Indemnisation de transports : correspondance.

1944 - 1945

185 W 141 Campagne 1946-1947, répartition : états des répartitions, états des tarifs, correspondance; litiges : dossiers individuels.

1946 - 1947

185 W 142 - 143 ***Clients et fournisseurs***

185 W 142 Clients : registre nominatif (1943-1946), correspondance (1942-1946).

1942 - 1946

185 W 143 Fournisseurs : registre nominatif (1943-1946), répertoires des factures (1942-1946).

1942 - 1947

185 W 144 ***Service des litiges***

185 W 144 Procès-verbaux, cartes de déclaration, notes, correspondance.

1941 - 1947

185 W 145 ***Liquidation comptable***

185 W 145 Groupement national des pommes de terre, oignons et aulx : correspondance.

1945 - 1946

185 W 146 - 155 **Épicerie**

1941 - 1946

185 W 146 Clients : répertoire des factures (1941-1947), registre d'enregistrement des crédits (1941-1945).

1941 - 1945

185 W 147 Fournisseurs : registre nominatif (1943-1946), répertoire des factures du savon (1943-1945), répertoire des factures du riz et du sel (1941-1944).

1941 - 1946

185 W 148 - 149 ***Chicorée, rhum***

185 W 148 Réglementation : arrêtés préfectoraux.

1946

185 W 150 ***Sucre***

185 W 150 Fournisseurs, sucrerie de Nangis : états de répartition, états de production (1944-1945), correspondance; sucrerie de Vitry-le-François : états de répartition, états de production (1944), correspondance.

1944 - 1945

185 W 151 ***Confitures***

185 W 151 Enlèvements. Fournisseurs : télégramme, factures, correspondance.

1945

185 W 152 - 153 ***Huile***

185 W 152 Enlèvements : registre de fixation des prix, *Bulletin officiel des services des prix* (17/11/1944), correspondance.

1944 - 1945

185 W 153 Livraison : correspondance.

1945 - 1946

185 W 154 ***Saindoux et graisses végétales***

185 W 154 Livraison : correspondance.

1946

185 W 155 ***Sel***

185 W 155 Clients : répertoire de factures.

1941

ANNEXES

ANNEXE 1. TABLE DE CONCORDANCE

ANCIENNE COTE SC 185[50]	NOUVELLE COTE 185 W
25.052	12, 13, 25
25.053	11, 12
25.054	23, 24, 26, 27, 28
25.055	29, 30, 31
25.056	14, 17, 18, 19
25.057	14, 15, 17, 18
25.058	17, 18, 20, 21
25.059[51]	14, 15, 16, 22, 23
25.060	15
25.061	2
25.062	3
25.063	4
25.064	1
25.065	5
25.066	6, 7
25.067	45
25.068	34-43
25.069	34-44
25.070	34-43
25.071	31, 34-43
25.072	34-43
25.073	34-43, 45
25.074	34-43
25.075	34-44
25.076	34-43
25.077	33-43
25.078	46
25.079	66
25.080	67
25.081	62, 74, 87, 101, 149
25.082	69, 81
25.083	97
25.084	76, 78, 88, 89, 90
25.085	89
25.086	72
25.087	73
25.088	70, 75, 76, 77

[50] Certaines cotes du versement SC 185 25.052-25.187 ne sont pas présentes dans le tableau de concordance, car elles ont été éliminées selon la législation en vigueur.

[51] La quasi-totalité des numéros du *Bulletin officiel du service de la récupération et de l'utilisation des déchets et vieilles matières*, publié entre août 1941 et mars 1945 par l'OCRPI, était conservée sous la cote SC 185 25.059 (n° 1-51). Ils ont été intégrés dans le fonds de la bibliothèque administrative des Archives départementales de l'Aube à la cote 124 BA 1. Les numéros 20, 27, 34, 40, 43, 46, 49, 50 sont manquants.

25.089	80
25.090	78
25.091	79
25.092	67, 68, 69
25.093	67, 69
25.094	82-86
25.095	120
25.096	121
25.097	122
25.098	119
25.099	98
25.100	86, 135
25.101	91
25.102	91
25.103	100
25.104	99
25.105	94
25.106	95
25.107	92
25.108	93
25.109	96
25.110	102-104
25.111	105
25.112	107
25.113	108
25.114	109
25.115	111
25.116	112
25.117	155
25.118	113
25.119	114
25.120	115, 118
25.121	116
25.122	117
25.123	118
25.124	106
25.125	123
25.126	111
25.127	123
25.128	142
25.129	125
25.130	125, 126
25.133	128
25.134	129
25.135	130
25.137	127
25.139	131
25.141	132-133

25.147	71
25.148	142, 144-145
25.149	143
25.153	134, 153
25.157	136-137, 139-140
25.158	138, 140, 144
25.159	146
25.160	148, 151
25.162	147, 150,152
25.164	151
25.165	153-154
25.172	48, 51, 52
25.173	48, 49, 50, 51
25.174	48, 49, 53
25.175	48, 49, 50, 52
25.176	48, 49, 54
25.177	48, 49, 51, 54
25.178	48, 41, 44, 45, 49, 52, 55, 56
25.179	57, 58, 59
25.180	46, 47, 50, 57, 61
25.181	59, 60
25.182	47, 52, 63
25.183	8, 51, 52, 62, 63, 64
25.184	62, 64, 65
25.185	47
25.186	10
25.187	8, 9

ANNEXE 2. LEGISLATION RELATIVE AU RAVITAILLEMENT GENERAL EN FRANCE (1938-1950)

Cette annexe a été élaborée à partir des références suivantes :

- CEPEDE (Michel), *Agriculture et alimentation en France durant la seconde guerre mondiale*, Paris, Éd. M.-Th. Génin, 1961, p. 65-204.
- GRENARD (Fabrice), « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », dans *Revue Vingtième Siècle*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 2007, n° 94, p. 199-211.
- FLONNEAU (Jean-Marie), « Législation et organisations économiques au temps des restrictions (1938-1949) », dans *Le Temps des restrictions en France (1939-1949)*, dir. Dominique Veillon et Jean-Marie Flonneau, Paris, IHTP, 1996, p. 43-58.
- MARGAIRAZ (Michel), « L'État et les restrictions en France dans les années 1940 », dans *Le Temps des restrictions en France (1939-1949)*, dir. Dominique Veillon et Jean-Marie Flonneau, Paris, IHTP, 1996, p. 25-41.

1. 1938 - juin 1940 : Mise en place d'une direction de l'économie

1938

11 juillet : loi sur l'organisation de la Nation en temps de guerre

1939

- 21 avril : création d'un organe mobilisateur pour la production, la transformation et la répartition des denrées alimentaires appelé le « service du ravitaillement général en temps de guerre ».
- 1er septembre : décret qui conduit le ministère de l'Agriculture chargé du ravitaillement général à déterminer les tarifs d'achat en denrées alimentaires.
- 7 septembre : décret qui institue le comité général interprofessionnel d'importation. La liberté de commerce est supprimée le 9 septembre suite à ce décret.
- 4 octobre : décret-loi qui donne naissance au Secrétariat général du ravitaillement. Des directions sont créées dans chaque département.
- 27 octobre : création des Groupements d'Achats et de répartition départementaux (GARD).

1940

Mars : décrets-lois adoptés à l'initiative de Reynaud, qui instaurent un système de rationnement. Ce texte n'entre pas en application, puisque la distribution des cartes alimentaires coïncide avec la défaite.

2. Juin 1940 - juin 1944 : Le ravitaillement général sous l'Occupation

1940 (suite)

- 12 juillet : nomination de Paul Caziot comme ministre de l'Agriculture et du ravitaillement général.
- 16 août : loi sur la mobilisation des ressources.

- Début septembre : Pierre Caziot, ministre de l'Agriculture et du ravitaillement général, décide de créer un secrétariat d'Etat spécialement en charge du ravitaillement avec, à sa tête, Jacques Achard.
- 10 septembre : loi sur la répartition des produits industriels, qui crée l'Office Central de Répartition des Produits Industriels (OCRPI)[52].
- 17 septembre : loi sur le blocage des denrées rationnées sur les lieux de production, de fabrication, de transformation ou de stockage.
- 23 septembre : le principe de rationnement généralisé entre en vigueur avec l'institution des cartes d'alimentation.
- 21 octobre : loi qui bloque tous les prix au 1er septembre 1939 (« Code des prix »).
- 2 décembre : loi qui intègre les associations à cadre national pour les productions diverses dans l'organisation du ravitaillement général (titre III)[53].
- 8 décembre : loi sur le contrôle de la circulation des denrées alimentaires.

- Septembre-décembre : mise en place des principes de l'organisation du système de collecte et de répartition des produits agricoles (services de l'administration centrale, directions départementales du ravitaillement général, etc.)[54].

1941

- 15 juin : arrêté qui module le rationnement selon les catégories de consommateurs.
- 12 août : Jacques Achard est remplacé par Paul Charbin, qui doit mettre en place une nouvelle organisation du ravitaillement général.
- 26 août : loi qui donne pleine autorité dans leurs régions aux préfets régionaux, assistés d'intendants de police et d'intendants aux affaires économiques, sur la production agricole, la production industrielle, le travail, le ravitaillement et les limites des taxations nationales. Des directions régionales du ravitaillement général sont créées et supervisent les directions départementales instituées en 1939.
- 23 octobre : loi qui réduit le rôle des professionnels au profit de l'administration et dont les deux mesures importantes sont les suivantes :
    - suppression des bureaux nationaux qui sont remplacés par des comités centraux de ravitaillement.
    - création des Groupements Uniques d'Achats (GUDA) dans chaque département à la place des GARD assistés de comités consultatifs de répartition[55].
- 30 octobre : loi qui exige de chaque exploitant des déclarations individuelles bimensuelles de production.
- 21 décembre : loi qui crée le Commissariat général aux ressources agricoles.

1942

- 21 février : loi qui pose le principe de l'imposition préalable[56].

[52] Deux produits échappent à la législation des bureaux nationaux : le lait et les céréales.
[53] Les différentes associations se structurent progressivement comme c'est le cas pour celles de l'élevage et de la production des animaux de basse-cour ou des céréales (20 mars 1943).
[54] Cf. annexe 2. Schémas de l'organisation du ravitaillement général. Les bureaux de répartition sont créés par la loi du 27 septembre 1940.
[55] Trois produits échappent à ce régime : lait, céréales et viande.
[56] Cette imposition préalable est la production que chaque agriculteur doit fournir avant le début de chaque campagne selon le plan général de culture.

Avril : retour de Pierre Laval et démission de Paul Charbin. Pierre Laval fait appel à Jacques Le Roy Ladurie qui devient ministre de l'Agriculture et du ravitaillement général (réunion du ministère et du secrétariat d'Etat fin mai[57]).

1943

---

3. Juin 1944 - 1950 : Vers la fin du ravitaillement général

1944

- 3 et 22 juin : ordonnances qui maintiennent l'OCRPI et les comités d'organisation.
Août : Paul Ramadier devient ministre du ravitaillement général.
- 3 août : ordonnance qui transforme les comités d'organisation en offices professionnels et précise les infractions en matière de collecte et de livraison des denrées alimentaires.
- 24 novembre : Paul Ramadier devient ministre du ravitaillement.

1945

- 15 mars : dissolution des Groupements Interprofessionnels du Lait (GIL) qui s'occupaient de la collecte et de la distribution du lait.
- 30 mai : démission de Paul Ramadier, ministre du ravitaillement.
- 13 novembre : décret qui supprime le rationnement du pain.
- 31 décembre : loi restaurant la liberté du commerce.

1946

- 26 avril : loi qui annonce la progressive suppression de l'OCRPI.
Septembre : suppression des chefs de districts des directions départementales du ravitaillement général.

1947

- 14 mai : décret qui répartit la population en cinq catégories pour le rationnement.
- 17 août : loi d'amnistie sur les infractions et les amendes infligées concernant le ravitaillement général.
Septembre : vente de la viande sans ticket.

1948

- 28 février : loi qui maintient les groupements nationaux d'achat pour le sucre, le café, le riz, les tourteaux oléagineux et les produits laitiers.
Mai : seuls 4 produits sont encore rationnés (sucre, café, huile, riz). Le lait, le fromage, les matières grasses et le chocolat sont libérés.
- 3 mai : loi qui autorise les préfets à garder des groupements uniques d'achat départementaux.
- 31 décembre : loi qui proroge l'OCRPI jusqu'au 1er avril 1949.

[57] Jusqu'à fin mai 1942, les services de l'Agriculture et ceux du ravitaillement général fonctionnent sans interpénétration.

1949

- 2 août : loi qui légalise *a posteriori* le maintien de l'OCRPI jusqu'au 1er août 1949.
- Fin 1949 : les offices professionnels sont progressivement supprimés.
- 7 décembre : suppression définitive du rationnement à l'exception de quelques dispositions pour le café et le sucre.

1950

- 18 janvier : décret qui supprime l'ensemble des services du ravitaillement général en France.
Juin : liberté des prix du marché de la viande.

ANNEXE 3. LISTE CHRONOLOGIQUE DES PREFETS DE L'AUBE ENTRE 1938 ET 1950

Les dates précisées sont respectivement celles de la prise de fonction et de la fin de la mission en tant que préfet de l'Aube. Pour de plus amples informations, on consultera à profit :

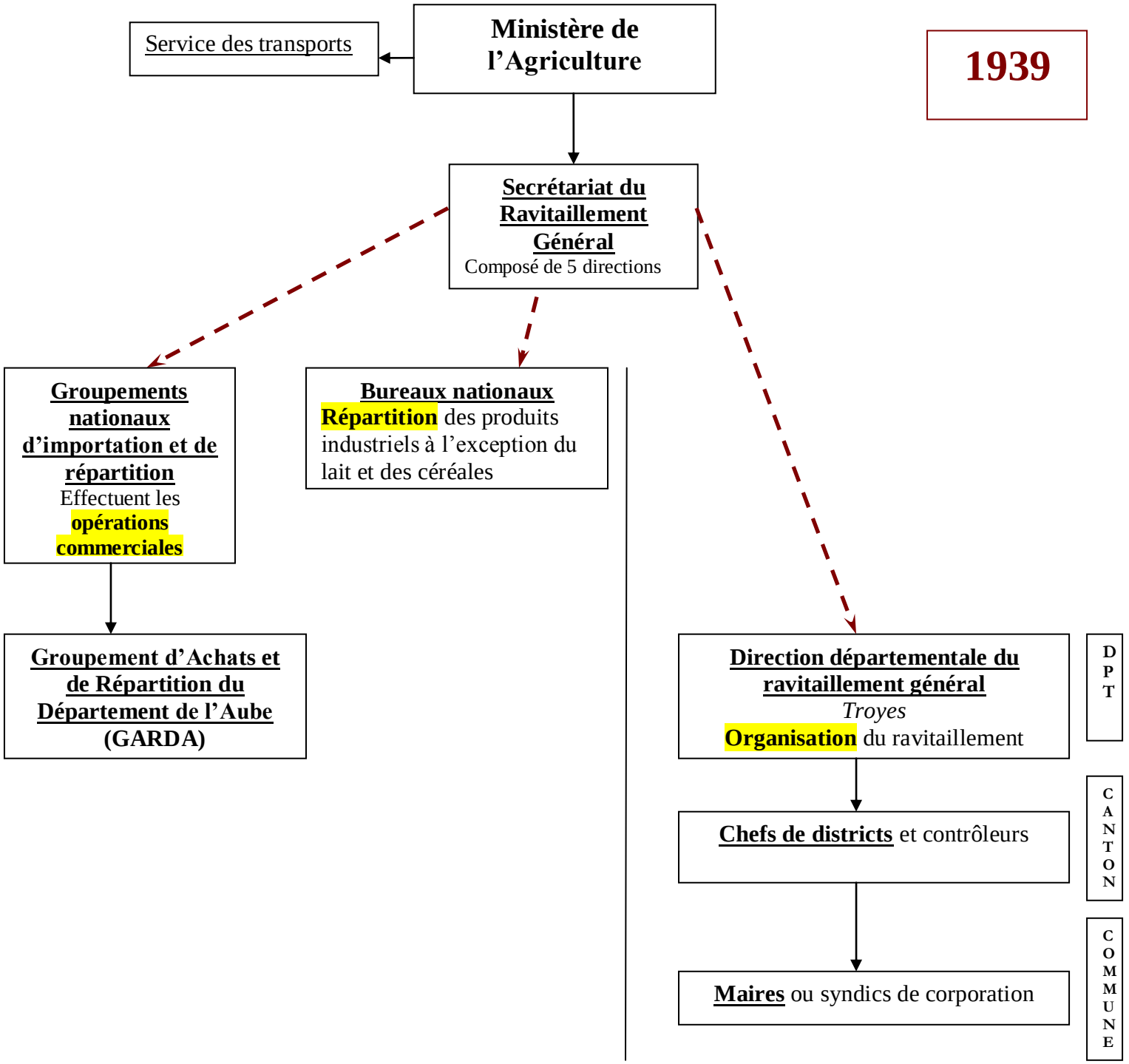
- *Dictionnaire biographique des préfets (septembre 1870 - mai 1982)*, Paris, Archives nationales, 1994, 556 p.
- Arch.dép. Aube, 2 M 12 : liste des préfets du département (an VIII- 1950)

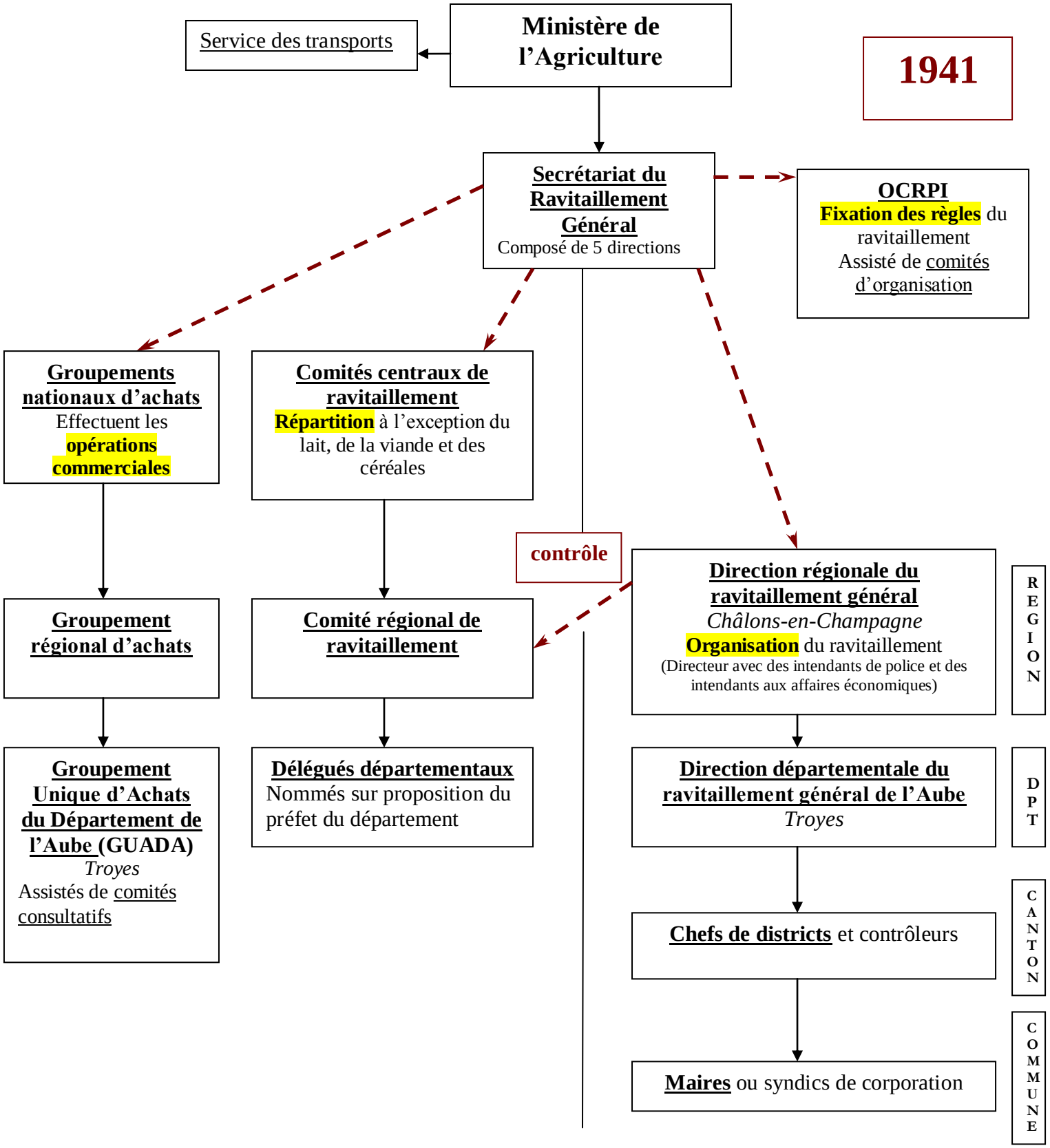
Les numéros de pages correspondantes aux notices biographiques de l'ouvrage sont indiqués entre parenthèses en italiques pour chaque préfet.

MOYON (Maurice) : 4 octobre 1935 - 6 août 1940 *(p. 410)*
SCHMIDT (Edmond) : 6 août 1940 - 4 septembre 1940 *(p. 498)*
HILAIRE (Georges) : 4 septembre 1940 - 14 novembre 1941 *(p. 293)*
BRISSET (Pierre) : 14 novembre 1941 - 11 juillet 1942 *(p. 120)*
CUTTOLI (Charles Maurice) : 11 juillet 1942 - 27 juillet 1944 *(p. 177)*
BLANCHET (Pierre) : 27 juillet 1944 - 27 août 1944 *(p. 96)*
PETITBON (René)[58] : 27 août 1944 - 17 août 1945 *(p. 439)*
RIX (Pierre) : 17 août 1945 - 19 mai 1948 *(p. 476)*
LAFONT DE SENTENAC (Gérard Max) : 19 mai 1948 - 1954 *(p. 322)*

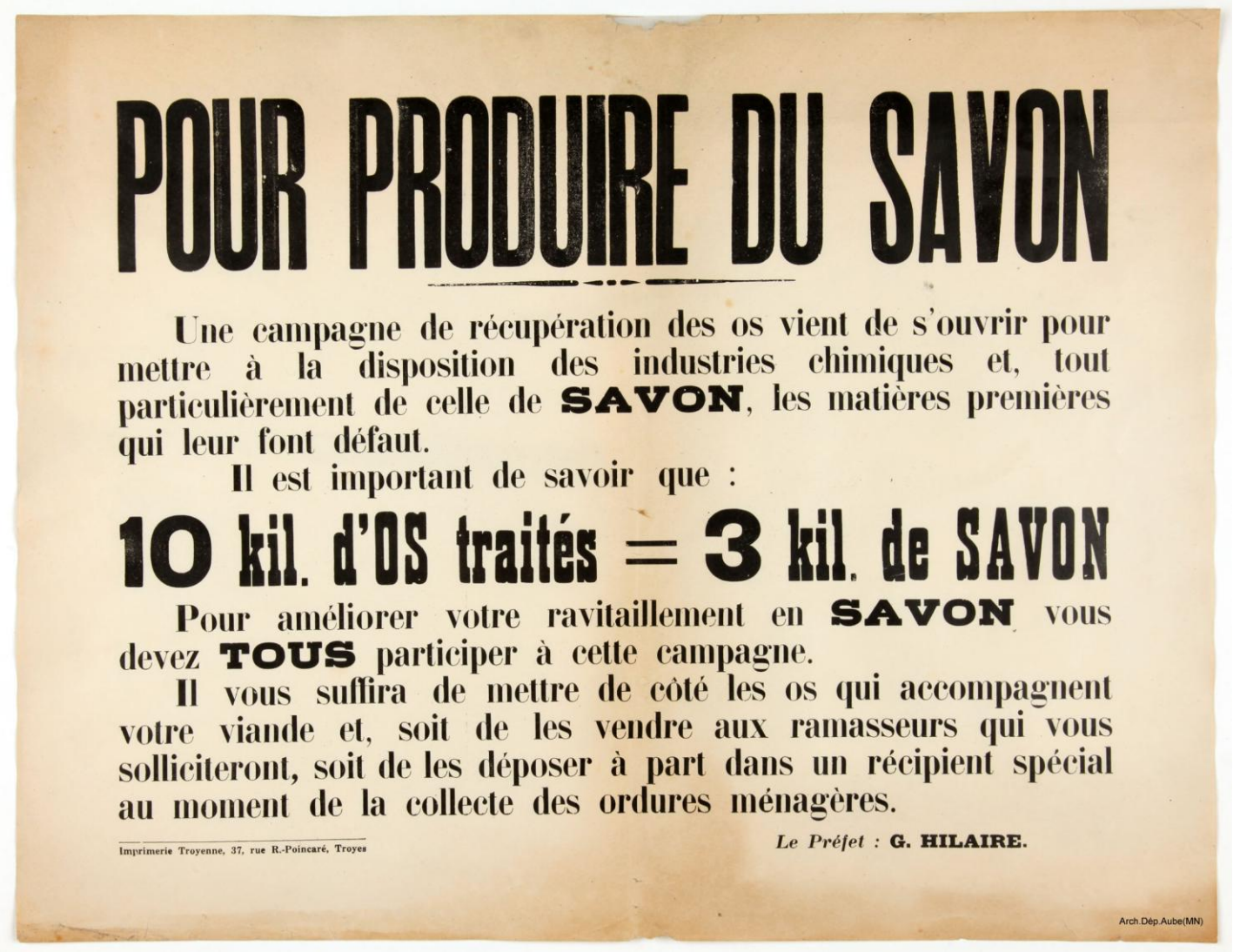
[58] Pour René Petitbon, on consultera également deux cotes conservées aux Archives départementales de l'Aube : 100 W 11 et SC 39 175.

ANNEXE 4. SCHEMAS DE L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT GENERAL DANS L'AUBE (1939-1941)




Service des transports
Ministère de l'Agriculture
1941
Secrétariat du Ravitaillement Général
Composé de 5 directions
OCRPI
Fixation des règles du ravitaillement
Assisté de comités d'organisation
Groupements nationaux d'achats
Effectuent les opérations commerciales
Comités centraux de ravitaillement
Répartition à l'exception du lait, de la viande et des céréales
contrôle
Direction régionale du ravitaillement général
Châlons-en-Champagne
Organisation du ravitaillement
(Directeur avec des intendants de police et des intendants aux affaires économiques)
REGION
Groupement régional d'achats
Comité régional de ravitaillement
Groupement Unique d'Achats du Département de l'Aube (GUADA)
Troyes
Assistés de comités consultatifs
Délégués départementaux
Nommés sur proposition du préfet du département
Direction départementale du ravitaillement général de l'Aube
Troyes
DPT
Chefs de districts et contrôleurs
CANTON
Maires ou syndics de corporation
COMMUNE

ANNEXE 5. EXEMPLES DE DOCUMENTS CONSERVES DANS LE FONDS 185 W



POUR PRODUIRE DU SAVON

Une campagne de récupération des os vient de s'ouvrir pour mettre à la disposition des industries chimiques et, tout particulièrement de celle de **SAVON**, les matières premières qui leur font défaut.

Il est important de savoir que :

10 kil. d'OS traités = 3 kil. de SAVON

Pour améliorer votre ravitaillement en **SAVON** vous devez **TOUS** participer à cette campagne.

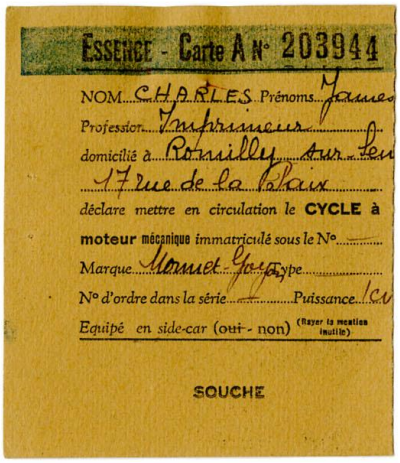
Il vous suffira de mettre de côté les os qui accompagnent votre viande et, soit de les vendre aux ramasseurs qui vous solliciteront, soit de les déposer à part dans un récipient spécial au moment de la collecte des ordures ménagères.

Imprimerie Troyenne, 37, rue R.-Poincaré, Troyes

Le Préfet : **G. HILAIRE.**

Arch.Dép.Aube(MN)

1. **« Pour produire du savon ».** Affiche de la Préfecture de l'Aube pour la campagne de récupération des os, imprimerie Troyenne, s.d., 43,2 x 33,5 cm. (Arch.dép.Aube, 185 W 23)



ESSENCE - Carte A N° 203944

NOM CHARLES Prénoms James

Profession Imprimeur

domicilié à Romilly sur Seine

17 rue de la Paix

déclare mettre en circulation le CYCLE à moteur mécanique immatriculé sous le N°

Marque Monnet Goyon Type

N° d'ordre dans la série Puissance 1 cv

Equipé en side-car (oui - non) (Rayer la mention inutile)

SOUCHE



ESSENCE - Fiche A N°203944

NOM CHARLES Prénoms James

Profession Imprimeur

domicilié à Romilly sur Seine

17 rue de la Paix

déclare mettre en circulation le CYCLE à moteur mécanique immatriculé sous le N°

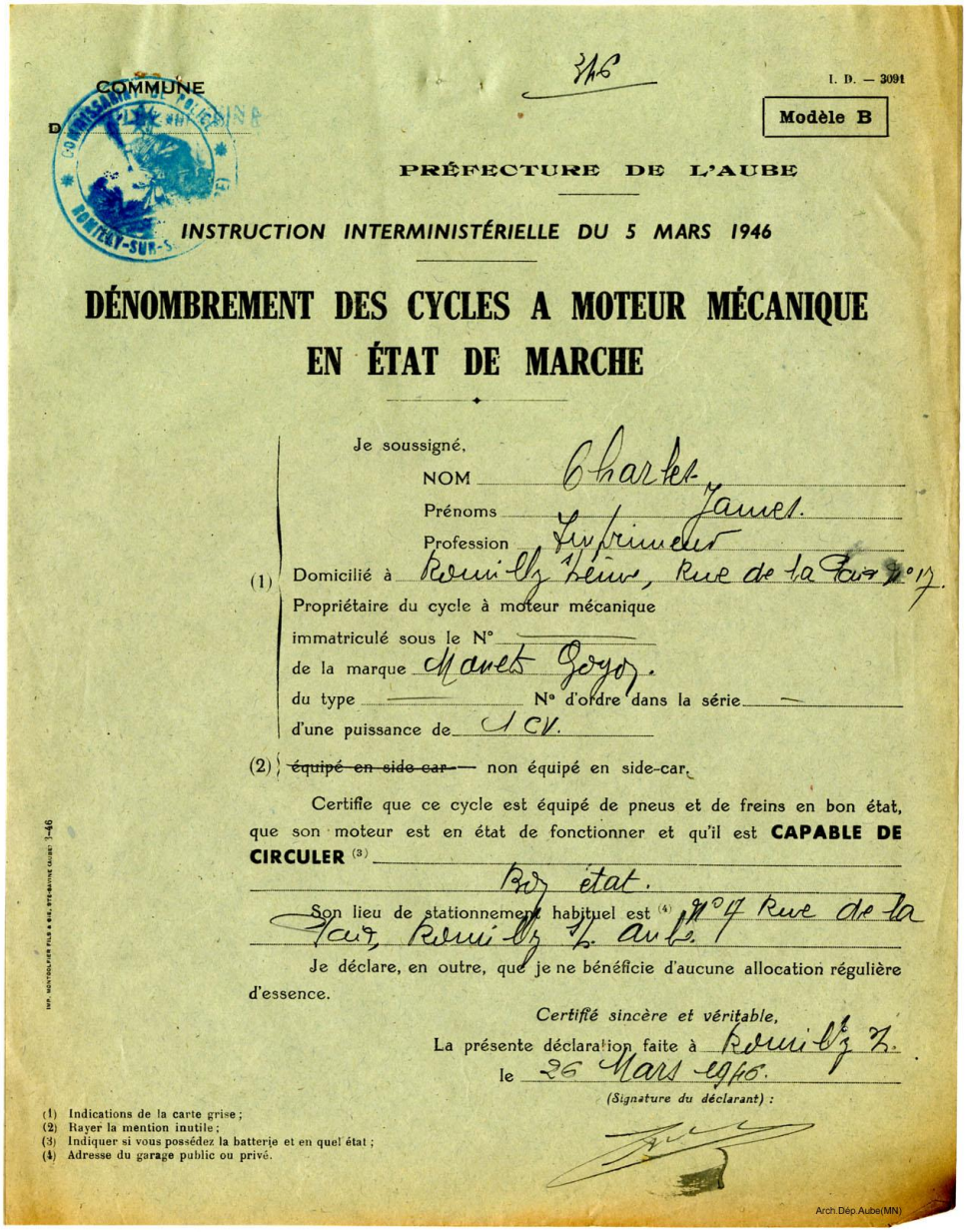
Marque Monnet Goyon Type

N° d'ordre dans la série Puissance 1 cv

Equipé en side-car (oui - non) (Rayer la mention inutile)

Fiche à ADRESSER par le S.D.R.P.P. au Receveur Principal des Postes pour transmission au Bureau de poste du domicile du déclarant où elle sera classée dans un FICHIER spécial.

PRÉFECTURE DE L'AUBE CACHET de la Préfecture



COMMUNE DE BOURNEY-SUR-S

316

I. D. — 3091

Modèle B

PRÉFECTURE DE L'AUBE

INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE DU 5 MARS 1946

DÉNOMBREMENT DES CYCLES A MOTEUR MÉCANIQUE EN ÉTAT DE MARCHE

Je soussigné,

NOM Charles

Prénoms James.

Profession Imprimeur

(1) Domicilié à Romilly Seine, Rue de la Paix N°17.

Propriétaire du cycle à moteur mécanique

immatriculé sous le N°

de la marque Monet Goyon.

du type N° d'ordre dans la série

d'une puissance de 1 CV.

(2) ~~équipé en side-car~~ non équipé en side-car.

Certifie que ce cycle est équipé de pneus et de freins en bon état, que son moteur est en état de fonctionner et qu'il est **CAPABLE DE CIRCULER** (3) Bon état.

Son lieu de stationnement habituel est (4) N°17 Rue de la Paix, Romilly S. aube.

Je déclare, en outre, que je ne bénéficie d'aucune allocation régulière d'essence.

Certifié sincère et véritable,

La présente déclaration faite à Romilly S.

le 26 Mars 1946.

(Signature du déclarant) :

(1) Indications de la carte grise ;
(2) Rayer la mention inutile ;
(3) Indiquer si vous possédez la batterie et en quel état ;
(4) Adresse du garage public ou privé.

IMP. MONTGOLFIER FILS & RIB, ST-GERMAIN (AUBE) 7-46

Arch.Dép.Aube(MN)

2. **Dénombrement par la préfecture de l'Aube pour l'obtention de carburant** des cycles à moteur mécanique. Fiche de M. James Charles, imprimeur, avec en pièces jointes la carte A d'essence et la fiche correspondantes, 26 mars 1946. (Arch.dép.Aube, 185 W 35)



Nom et prénoms - Denner Marcel Arthur Emile

Fonctions - Chef de District

Circonscription - 12 b Cuyle et Vatel

Adresse - Romilly 124 rue Henri Miller

Date de naissance - 29 Juin 1921 à Romilly (Seine)

Situation de famille - Fils d'Ouvrier (célibataire)

Date d'embauchage - 1er Janvier 1944 -

++++++++++++++++

Instruction - Certificat d'Etude Primaire.

Situation précédente - Employé de Commerce en Epicerie

Situation militaire - Engagé Volontaire pour la Durée de la Guerre

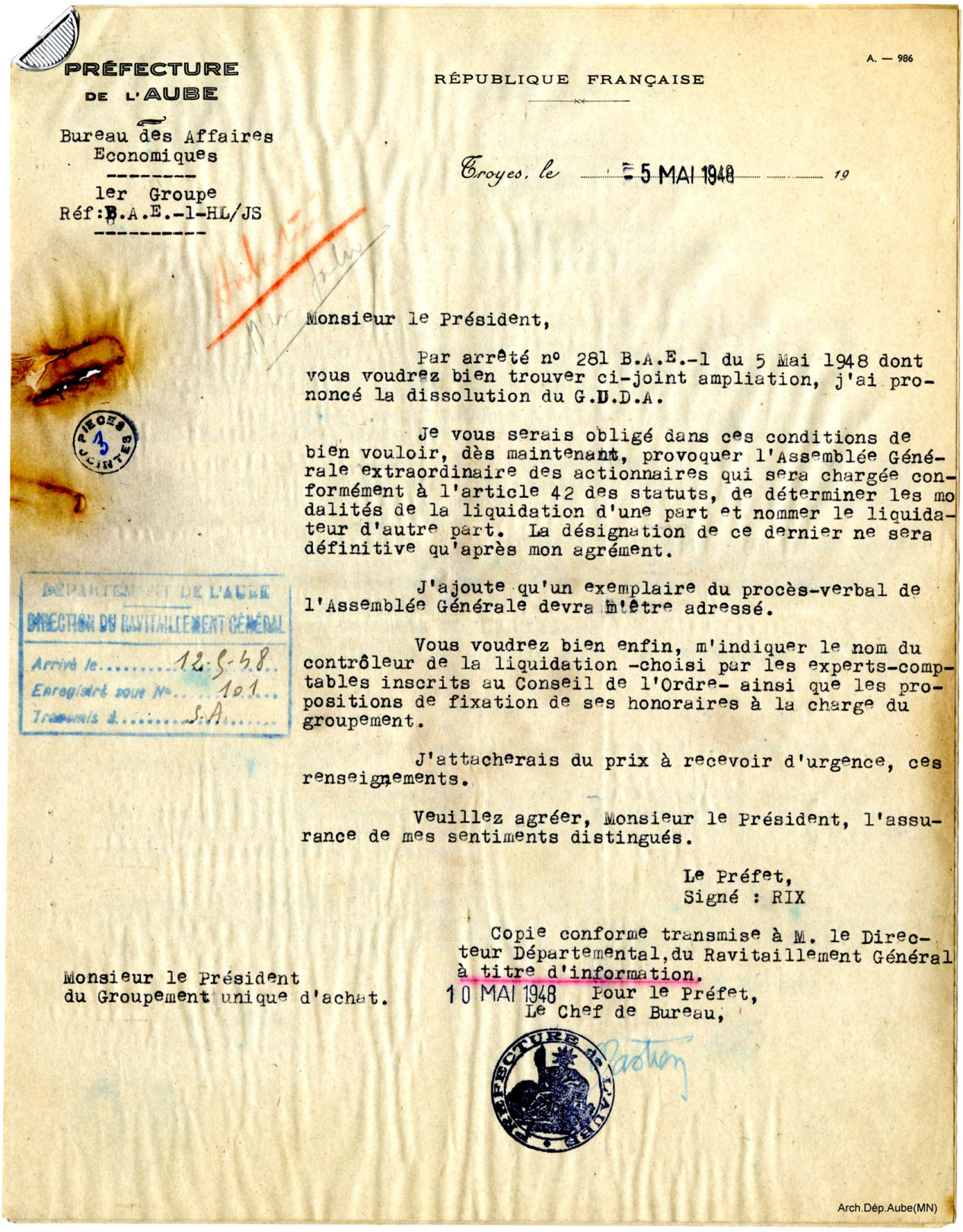
Observations - de service actif. Réformé et pensionné à 30%

Chef de district - 4ème classe - le 1-1-1944

3

Arch.Dép.Aube(MN)

3. **Personnel de la Direction Départementale du Ravitaillement Général de l'Aube**. Fiche de M. Marcel Denner, chef de district à Romilly-sur-Seine, 1er janvier 1944. (Arch.dép.Aube, 185 W 76)



PRÉFECTURE
DE L'AUBE

Bureau des Affaires
Economiques

1er Groupe
Réf: B.A.E.-1-HL/JS

A. — 986

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Troyes, le 5 MAI 1948 19

Monsieur le Président,

Par arrêté n° 281 B.A.E.-1 du 5 Mai 1948 dont vous voudrez bien trouver ci-joint ampliation, j'ai prononcé la dissolution du G.D.D.A.

Je vous serais obligé dans ces conditions de bien vouloir, dès maintenant, provoquer l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires qui sera chargée conformément à l'article 42 des statuts, de déterminer les modalités de la liquidation d'une part et nommer le liquidateur d'autre part. La désignation de ce dernier ne sera définitive qu'après mon agrément.

PIÈCES JOINTES 3

DÉPARTEMENT DE L'AUBE
DIRECTION DU RAVITAILLEMENT GÉNÉRAL
Arrivé le 12-5-48
Enregistré sous N° 101
Transmis à S.A.

J'ajoute qu'un exemplaire du procès-verbal de l'Assemblée Générale devra m'être adressé.

Vous voudrez bien enfin, m'indiquer le nom du contrôleur de la liquidation -choisi par les experts-comptables inscrits au Conseil de l'Ordre- ainsi que les propositions de fixation de ses honoraires à la charge du groupement.

J'attacherais du prix à recevoir d'urgence, ces renseignements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Préfet,
Signé : RIX

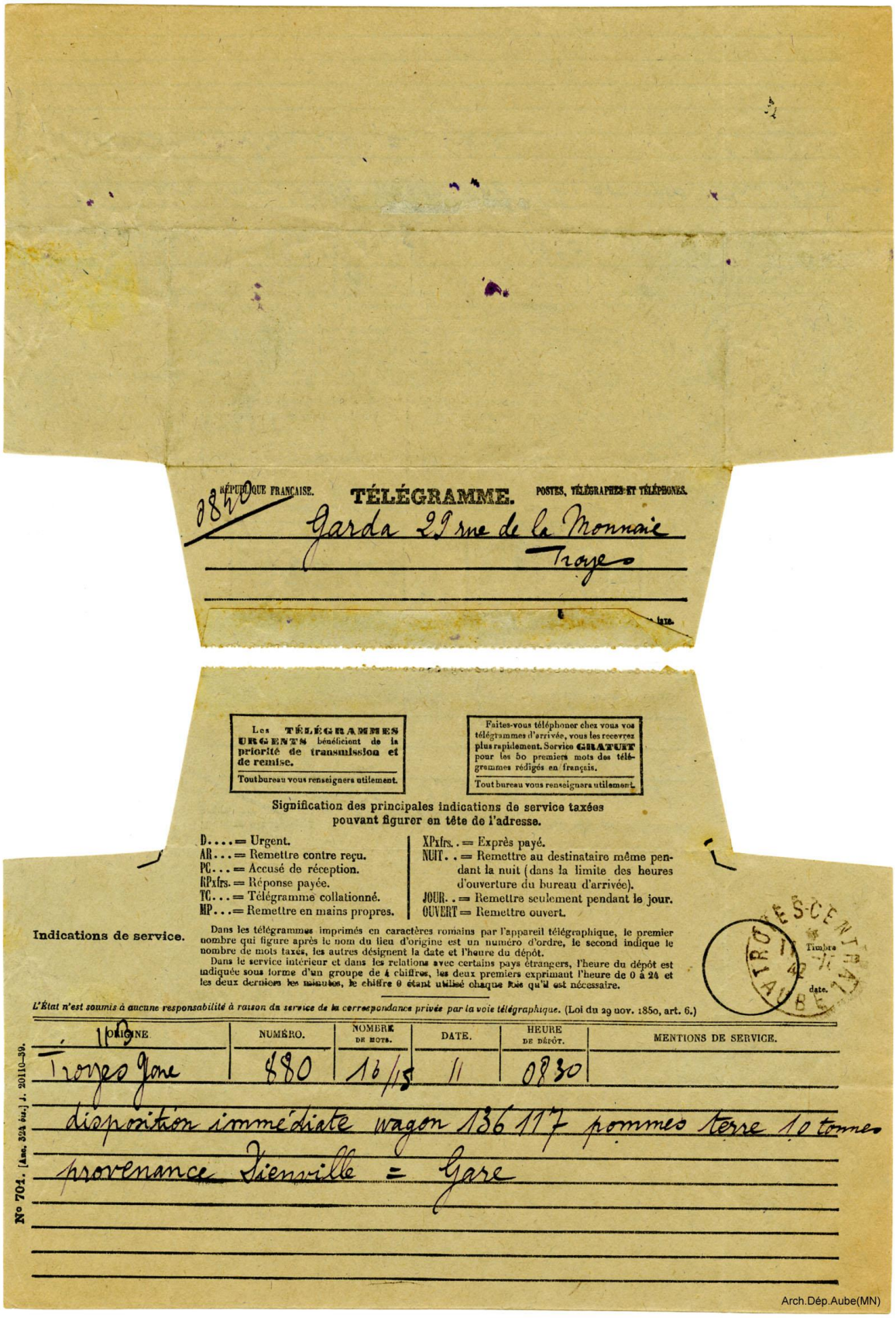
Monsieur le Président
du Groupement unique d'achat.

Copie conforme transmise à M. le Directeur Départemental, du Ravitaillement Général à titre d'information.
10 MAI 1948 Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau,

PRÉFECTURE de l'AUBE

Arch.Dép.Aube(MN)

4. **Dissolution du Groupement Unique d'Achats du Département de l'Aube (GUADA).** Lettre adressée par le préfet de l'Aube au directeur de la Direction Départementale du Ravitaillement Général, 10 mai 1948. (Arch.dép.Aube, 185 W 74)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. **TÉLÉGRAMME.** POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

0840

Garde 29 rue de la Monnaie
Troyes

Les **TÉLÉGRAMMES URGENTS** bénéficient de la **priorité de transmission et de remise.**
Tout bureau vous renseignera utilement.

Faites-vous téléphoner chez vous vos télégrammes d'arrivée, vous les recevrez plus rapidement. Service **GRATUIT** pour les 50 premiers mots des télégrammes rédigés en français.
Tout bureau vous renseignera utilement.

Signification des principales indications de service taxées pouvant figurer en tête de l'adresse.

D....= Urgent.
AR...= Remettre contre reçu.
PC...= Accusé de réception.
RPxfrs.= Réponse payée.
TC...= Télégramme collationné.
MP...= Remettre en mains propres.
XPxfrs..= Exprès payé.
NUIT..= Remettre au destinataire même pendant la nuit (dans la limite des heures d'ouverture du bureau d'arrivée).
JOUR..= Remettre seulement pendant le jour.
OUVERT= Remettre ouvert.

Indications de service.

Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre de mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt.
Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure du dépôt est indiquée sous forme d'un groupe de 4 chiffres, les deux premiers exprimant l'heure de 0 à 24 et les deux derniers les minutes, le chiffre 0 étant utilisé chaque fois qu'il est nécessaire.

Timbre à date.

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique. (Loi du 29 nov. 1850, art. 6.)

ORIGINE	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.
Troyes Gare	880	16/15	11	0830	

disposition immédiate wagon 136 117 pommes terre 10 tonnes
provenance Dienville = Gare

N° 704. (Ann. 324 bis.) J. 2011-39.

Arch.Dép.Aube(MN)

5. **Arrivage de pommes de terre en gare de Troyes**. Télégramme adressé au Groupement d'Achats et de Répartition du Département de l'Aube (GUADA), 11 octobre 1942, 20 x 14,4 cm. (Arch.dép.Aube, 185 W 138)

6. **Distribution de vins d'Algérie**. Balance récapitulative des clients du Groupement Unique d'Achats du Département de l'Aube (GUADA). Fin de la première attribution-2e attribution, 1946, 40,2 x 30,9 cm. (Arch.dép.Aube, 185 W 120)

TABLEAU METHODIQUE DES MOTS-MATIERES

ACTEURS

Chefs de districts
Clients
Fournisseurs
Personnel
Vérificateurs

ARTICLES RATIONNES

Acier
Articles en faïence
Articles ménagers
Carburants
Céréales
Chaussures
Confitures
Épicerie
Fruits et légumes
Huile
Légumes secs
Matières premières et vieux déchets
Métaux ferreux
Métaux non ferreux
Moyens de transport
Os
Poissons
Pommes de terre
Sangliers
Textiles
Vêtements de travail
Viande
Vin
Vins d'Algérie
Volailles et œufs

COMPTABILITE

Comptes généraux
Factures
Frais généraux
Liquidation comptable

INSTITUTIONS

Commission consultative du ravitaillement général
Direction des centres d'abats
Direction départementale du ravitaillement général
Direction régionale du ravitaillement général
Écoles
Groupement Unique d'Achats ou Groupement d'Achats et de Répartition du département de l'Aube (GARDA, GUADA, GUDA)
Hôpitaux
Hôtels
Préfecture
Sucreries
Tueries

RATIONNEMENT

Attribution
Bons
Cartes d'alimentation
Monnaie-matière
Presse
Ramassage
Récupération
Répartition
Tickets de semence

INDEX

L'index recense les mots-matières et les lieux qui font l'objet d'un développement dans l'instrument de recherche. Les termes présents à presque toutes les pages ont été exclus tels que ravitaillement, prix, tarifs. Pour des raisons de clarté, les noms de lieux sont en minuscules italiques, les noms de matières en minuscules romaines. L'index renvoie à la fois aux cotes des articles indiqués (sans la précision 185 W) et aux parties liminaires et aux annexes indiquées par les numéros de pages en italiques. Les lieux mentionnés sont ceux des villes du département de l'Aube (dép. 10) pour lesquelles les archives sont les plus représentées dans le fonds 185 W (Nangis, Troyes, Romilly-sur-Seine, Saint-André-les-Vergers, Sainte-Savine, Vitry-le-François). Il en est de même pour Châlons-en-Champagne[59], chef-lieu de préfecture de la Marne (dép. 51). De plus, on consultera à profit le sommaire de l'instrument de recherche aux pages 16 et 17.

LISTE DES ABREVIATIONS

cant.	canton
comm.	commune
dép.	département
GARDA	Groupement d'Achats et de Répartition du Département de l'Aube
GUADA ou GUDA	Groupement Unique d'Achats du Département de l'Aube

[59] *Châlons-en-Champagne*, autrefois *Châlons-sur-Marne* [Marne, ch.-l. cant.].

A

Acier : 9.
Articles en faïence : 65.
Articles ménagers : 62-65.
Attribution : 8-10, 47-56, *50*.

B

Bons : 34-44, 47-61, 63-64, 69, *5*, *47*.

C

Carburants : 32-44, *5*, *47*.
Cartes d'alimentation : 1, *3-4*.
Céréales : 68-69.
Châlons-en-Champagne, comm. : 70.
Chaussures : 57-61.
Chefs de district : 71-73, 76, *6*, *41*, *44-45*, *48*.
Clients : 97-100, 106-108, 119, 131, 142, 146.
Comptes généraux : 91-96.
Commission consultative du ravitaillement général : 90, *44-45*.
Confitures : 151.

D

Direction des centres d'abats : 82-86, *7*.
Direction départementale du ravitaillement général : 66-86, *3*, *6-7*, *11*, *13*, *40*, *44-45*, *48- 49*.
Direction régionale du ravitaillement général : 70, *40*, *44-45*.

E

Écoles : 19.
Épicerie : 106, 146-155, *41*.

F

Factures : 123, 125, 131-133, 146-147, 155.
Fournisseurs : 97-100, 111-119, 125, 130, 132-133, 143, 147, 151.
Frais généraux : 81, 92, 128, 130.
Fruits et légumes : 66, 68-69, 102-105, 107-118, 124-126.

G

GARDA, GUADA, GUDA : 74, 87-155, *3-4*, *6-7*, *13*, *39-40*, *44-45*, *49-50*.

H

Hôpitaux : 4.
Hôtels : 20, 27.
Huile : 69, 152-153.

L

Légumes secs : 68-69, 102-118, 123.
Liquidation comptable : 74, 145.
Locaux : 2, 85.

M

Matières premières et vieux déchets : 23-28, *5*.
Métaux ferreux : 6, 11-13.
Métaux non ferreux : 14-22.
Monnaie-matière : 7-8, *7*.
Moyens de transport : 5, 32-46, 69, *6, 47*.

N

Nangis, comm. : 18, 34, 39, 150.

O

Os : 29-31, *3, 5, 46*.

P

Personnel : 25, 75-80, 83, *7*.
Poissons : 102-105, 107-118.
Pommes de terre : 68-69, 102-105, 107-118, 127-130, 134-145, *50*.
Préfecture : 1-65, *3, 5, 11, 12, 43-45*.
Presse : 14, 23-24, 26, 31, 89, *7*.

R

Ramassage : 13, 15-18, 23, 28, 30, 138-141, *5*.
Récupération : 11-30, *5, 7, 46*.
Répartition : 6, 87-155.
Romilly-sur-Seine, comm. : 18, 35, 40, *47-48*.

S

Saint-André-les-Vergers, comm. : 18, 36, 41.
Sainte-Savine, comm. : 18, 33, 36, 41.
Sangliers : 133.
Sucre : 102-106, 107-118, 150.

T

Textiles : 3-4, 47-56.
Tickets de semence : 10.
Troyes, comm. : 17-18, 33, 37-38, 42-43, *4-7*, *44-46*.
Tueries : 31, 86.

V

Vérificateurs : 71-73, 76, *6*, *44-45*.
Vêtements de travail : 47-56.
Vin : 21, 102-105, 107-118.
Vins d'Algérie : 102-105, 107-122, *51*.
Viande : 68-69.
Vitry-le-François, comm. : 18, 38, 43, 150.
Volailles et œufs : 68-69, 102-105, 107-118, 131-132.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 2
BIBLIOGRAPHIE 8
ÉTAT DES SOURCES COMPLEMENTAIRES 11
SOMMAIRE 16
LISTE DES ABREVIATIONS 18
CORPS DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE 19
185 W 1 - 65 Préfecture. Contrôle de l'activité économique 20
185 W 1 - 10 Contrôle sur l'activité économique 20
185 W 11 - 31 Campagnes de récupération 21
185 W 32 - 44 Carburants 23
185 W 45 - 46 Circulation 23
185 W 47 - 65 Rationnement 24
185 W 66 - 86 Direction départementale du ravitaillement général 26
185 W 66 - 74 Fonctionnement général 26
185 W 75 - 81 Gestion du service. Personnel et comptabilité 27
185 W 82 - 86 Direction des centres d'abats 28
185 W 87 - 155 GUADA 28
185 W 87 - 90 Fonctionnement général 28
185 W 91 - 101 Gestion comptable 29
185 W 102 - 155 Approvisionnement. Opérations commerciales 30
ANNEXES 35
ANNEXE 1. TABLE DE CONCORDANCE 36
ANNEXE 2. LEGISLATION RELATIVE AU RAVITAILLEMENT GENERAL EN FRANCE (1938-1950) 39
ANNEXE 3. LISTE CHRONOLOGIQUE DES PREFETS DE L'AUBE ENTRE 1938 ET 1950 43
ANNEXE 4. SCHEMAS DE L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT GENERAL DANS L'AUBE (1939-1941) 44
ANNEXE 5. EXEMPLES DE DOCUMENTS CONSERVES DANS LE FONDS 185 W 46
TABLEAU METHODIQUE DES MOTS-MATIERES 52
INDEX 54